

2000

Un monde meilleur pour tous

objectifs

Poursuite des objectifs internationaux de développement

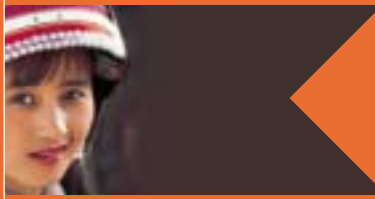


Table des matières

2	Avant-propos
4	Définition des objectifs
6	Pauvreté
8	Éducation
10	Égalité entre les sexes
12	Mortalité infantile et juvénile
14	Mortalité liée à la maternité
16	Santé génésique
18	Environnement
20	Comment réaliser les objectifs
24	Notes et sources
25	Indicateurs relatifs aux objectifs internationaux de développement

www.paris21.org/betterworld



objectifs

Copyright © 2000

Tous droits réservés
Fait aux États-Unis d'Amérique

Fonds monétaire international
700 19th Street NW
Washington DC 20431 USA

**Organisation de coopération et
de développement économiques**
2 rue Andre-Pascal 75775
Paris Cedex 16 FRANCE

Organisation des Nations Unies
I UN Plaza
New York NY 10017 USA

Groupe de la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433 USA

Premier tirage : juin 2000
Le présent rapport a été établi par
le secrétariat des quatre
organismes et ne représente pas
nécessairement les vues de leurs
États membres

La reproduction à des fins non
commerciales de la teneur du
présent rapport est autorisée.
Toutefois, on est prié en pareil cas
de faire mention de la source.

Conçu, édité et produit par
Communications Development,
Washington, DC, en collaboration
avec son partenaire, Grundy &
Northedge, Londres

Photos: p. 2 et couverture:
© Photodisc; pp. 5, 6 et
couverture: © Julio Etchart/
Reportage/Still Pictures; pp. 5, 8
et couverture: © Curt Carnemark/
Banque Mondiale; pp. 5, 10 et
couverture: © Banque Mondiale;
pp. 5, 12 et couverture: © Banque
Mondiale; pp. 5, 14 et couverture:
© Banque Mondiale; pp. 5, 16 et
couverture: © Tony Stone; pp. 5,
18 et couverture: © Shehzad
Noorani/Still Pictures.

Poursuite des objectifs
internationaux de développement

2000 **Un monde meilleur pour tous**



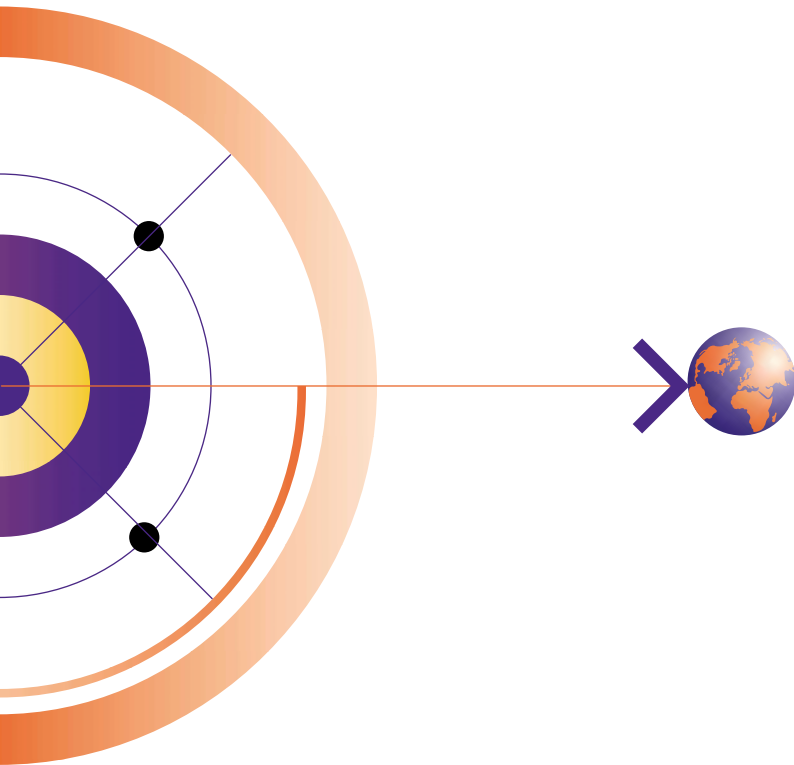
La pauvreté sous toutes ses formes est le plus important défi auquel doit faire face la communauté internationale. Une cause particulière de préoccupation est le cas des 1,2 milliard d'êtres humains qui ont moins d'un dollar par jour pour vivre, et des 1,6 milliard d'autres qui ont moins de deux dollars par jour.

Le progrès à cet égard passe nécessairement par la définition d'objectifs de lutte contre la pauvreté. Issus des grandes conférences et des sommets mondiaux organisés par l'ONU dans les années 90, les objectifs de développement présentés ici sont des objectifs généraux, pour le monde entier. Ils visent certains des nombreux aspects de la pauvreté, et ses effets sur la vie des êtres humains. En les faisant siens, la communauté internationale s'engage vis-à-vis des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde — et aussi vis-à-vis d'elle-même.

Ces objectifs sont définis de manière précise, et chiffrés pour garantir que nul n'élude ses responsabilités. Clairs et transparents, ces chiffres serviront de repères pour tracer l'itinéraire menant vers la réalisation des objectifs et suivre les progrès. Mais les êtres humains ne sont pas des chiffres, et le bonheur n'est pas une statistique. Ce qui fait la valeur de ces objectifs, c'est qu'en les atteignant, on aura amélioré la qualité de la vie. Le monde sera meilleur, et plus sûr, pour les 6 milliards d'êtres humains qui l'habitent et qui, selon les prévisions, seront 7 milliards en 2015.

Des objectifs ne s'imposent pas, ils doivent être choisis de tout coeur. Il appartient à chaque pays de définir les siens, de choisir les voies de son développement, et de prendre ses propres engagements, par la concertation nationale. L'appui de la communauté internationale y est indispensable. Et les pays à revenu élevé, qui disposent de plus de ressources, peuvent apporter un concours précieux.

Il est essentiel que tous les partenaires de cet effort de développement poursuivent des stratégies de croissance durable plus rapide, qui favorisent les pauvres. Qu'ils dépensent de façon effective, sans gaspillage et en s'assurant que des procédures de responsabilisation sont toujours en place. Qu'ils dépensent à bon escient, finançant des activités pour le développement humain, social et économique, et non pas pour gonfler excessivement leurs moyens militaires ou lancer des projets à répercussions catastrophiques pour l'environnement. Qu'ils dépensent avec



sagacité, sans consacrer des ressources publiques à des activités que le secteur privé est mieux placé pour entreprendre.

Les obstacles? Une faible gouvernance. Des politiques mal conçues. Les atteintes aux droits de la personne. Les conflits, les catastrophes et autres chocs externes. La progression de l'épidémie de VIH et de sida. L'inaction face aux inégalités de revenus, d'éducation et d'accès aux soins de santé, face aux disparités entre hommes et femmes.

Il y en a d'autres qui empêchent de progresser plus vite : les débouchés des pays en développement sur les marchés mondiaux sont limités, l'endettement est un lourd fardeau, l'aide au développement s'est amenuisée, le comportement des donateurs n'est pas toujours cohérent.

Comment les surmonter? À travers un partenariat authentique, et un engagement soutenu à éliminer la pauvreté dans ses nombreuses dimensions. Nos institutions s'emploient à faire de ces objectifs de développement un cadre commun pour nos actions et nos programmes, et pour mesurer notre efficacité. Ce combat contre la pauvreté, il nous faut en sortir vainqueurs, et c'est par notre détermination que tous ensemble nous y parviendrons, pour le bien de tous.

Kofi A. Annan

Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Donald J. Johnston

Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Horst Köhler

Directeur général du Fonds monétaire international

James D. Wolfensohn

Président du Groupe de la Banque mondiale

Juin 2000

Définir les objectifs

Ces objectifs internationaux de développement visent l'aspiration la plus chère à tout être humain, un monde libéré de la pauvreté et des souffrances qu'elle cause. Ces objectifs sont quantitatifs, de sorte que l'on peut suivre les progrès avec des mots et des images, mais aussi, mais surtout, avec des chiffres et des graphiques.

Ces objectifs procèdent d'accords et de résolutions issus des conférences mondiales organisées par l'ONU dans la première moitié des années 90, qui ont donné à la communauté internationale l'occasion de se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour réduire la misère et parvenir au développement durable.

Chacun des sept objectifs vise un aspect précis de la pauvreté; il faut les considérer comme un tout dans la mesure où ils se renforcent les uns les autres. L'augmentation des taux de scolarisation, chez les filles surtout, entraîne une réduction de la pauvreté et de la mortalité. L'amélioration des soins de santé de base permet d'accroître la scolarisation et de réduire la pauvreté. Beaucoup de pauvres tirent leurs moyens de subsistance de l'environnement. Il faut donc progresser dans la réalisation de chacun de ces objectifs.

Ils ne seront pas faciles à atteindre, mais les progrès obtenus dans certains pays et régions montrent ce qu'il est possible de faire. La Chine a réduit le nombre de ses habitants pauvres : 360 millions en 1990, ils n'étaient plus que 210 millions environ en 1998. Maurice a réduit son budget militaire et consenti de gros investissements en matière de santé et d'éducation. À l'heure actuelle, tous les Mauriciens bénéficient d'installations d'assainissement, 98 % ont l'eau potable, 97 % des naissances ont lieu avec l'aide d'agents sanitaires qualifiés. Les pays d'Amérique latine, pour leur part, sont nombreux à avoir fait fortement avancer la parité dans la scolarisation.

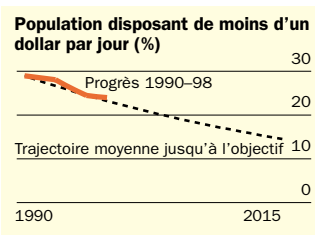
Aucun doute : si certains pays ont pu progresser si vite pour réduire la pauvreté sous ses nombreuses formes, d'autres le peuvent aussi. Mais il y a bien des pays d'Afrique subsaharienne où les conflits anéantissent l'avancée du développement social. La progression du VIH et du sida porte un rude coup aux conditions de vie des personnes, des familles et des communautés sur tous les continents. Et la durée dans la croissance économique, indispensable pour réduire la pauvreté sur le long terme, est encore hors de portée pour la moitié des pays du monde. Dans plus de 30 d'entre eux, le revenu réel par habitant a reculé au cours des 35 dernières années. Et la croissance seule n'est pas tout : encore faut-il en répartir plus équitablement les fruits.

Ces objectifs peuvent être atteints, c'est incontestable. Mais ce sera un dur labeur, et pour y réussir, il faudra avant tout des voix plus fortes pour les pauvres, une croissance et une stabilité économiques favorables aux pauvres, des services sociaux de base pour tous, des marchés ouverts pour le commerce et la technologie et un volume suffisant de ressources pour le développement, bien utilisé.



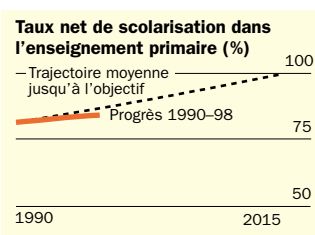
1 Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui vit dans l'extrême pauvreté

À mesure que la croissance augmentait dans le monde, vers le milieu des années 90, les taux de pauvreté ont reculé, rapidement en Asie, mais peu ou pas du tout en Afrique. L'inégalité des revenus fait obstacle au progrès en Amérique latine.



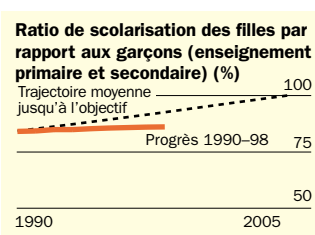
2 Scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire d'ici à 2015

Les taux de scolarisation continuent à augmenter, mais pas assez vite. Si les tendances actuelles se maintenaient, plus de 100 millions d'enfants d'âge scolaire ne seraient pas scolarisés en 2015.



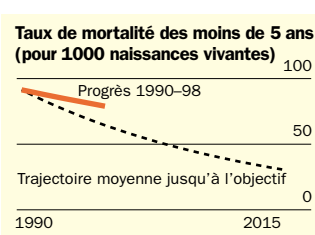
3 Progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005

Scolariser plus de filles est indispensable, mais ce n'est pas assez. L'écart entre la scolarisation des garçons et celle des filles se rétrécit, mais cette dernière reste à la traîne.



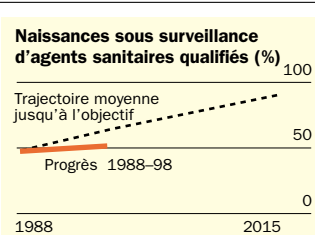
4 Réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile entre 1990 et 2015

Pour chaque pays qui a réussi à réduire le taux de mortalité infantile et le taux de mortalité des moins de 5 ans assez vite pour atteindre l'objectif, il y en a 10 qui ont pris du retard, et un où ces taux ont au contraire augmenté, souvent à cause du VIH et du sida.



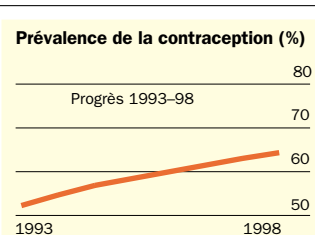
5 Réduire des trois quarts les taux de mortalité liée à la maternité entre 1990 et 2015

Les soins d'agents qualifiés pendant la grossesse et l'accouchement permettraient d'éviter bon nombre des décès maternels — on en compte un demi-million chaque année. Mais la proportion des naissances sous surveillance d'agents sanitaires qualifiés a augmenté lentement dans les années 90.



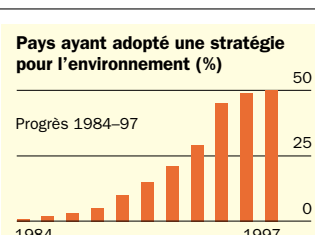
6 Mettre les services de santé en matière de reproduction à la disposition de tous ceux qui en ont besoin d'ici à 2015

La pratique de la contraception est un des indicateurs de l'accès aux services de santé de la procréation. Ce dernier s'élargissant, le taux de pratique de la contraception augmente dans toutes les régions.



7 Appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2005, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales

Malgré les engagements pris au Sommet planète Terre de Rio en 1992, moins de la moitié des pays du monde ont adopté des stratégies et moins nombreux encore sont les pays qui les appliquent.





Objectif : Réduire de moitié avant 2015 la proportion de la population vivant dans la pauvreté extrême

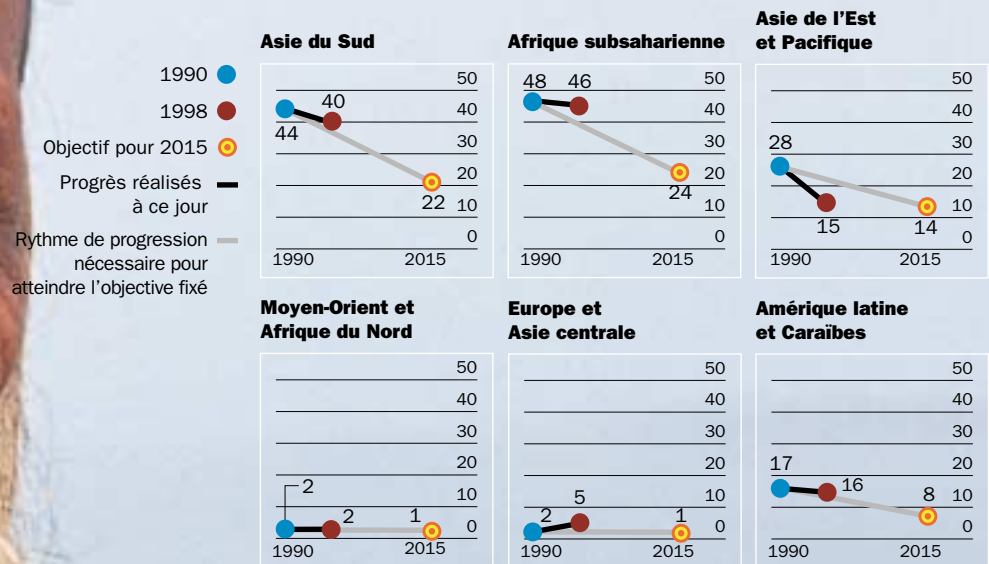
Dans le monde, un homme sur cinq vit avec moins d'un dollar par jour — et un sur sept souffre chroniquement de la faim

Pauvreté

Dans beaucoup de pays en développement, les pauvres sont dans une position précaire, aux confins de l'économie formelle. Ils sont privés d'influence politique, n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé, à un logement adéquat, à la sécurité personnelle, à un revenu régulier, et n'ont pas assez à manger.

Progrès dans certaines régions — retards et reculs dans d'autres

Proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour (%)



“ La pauvreté est douloureuse comme une maladie : elle lèse l'individu non seulement matériellement mais aussi moralement. La perte progressive de la dignité fait bientôt place à un complet désespoir.

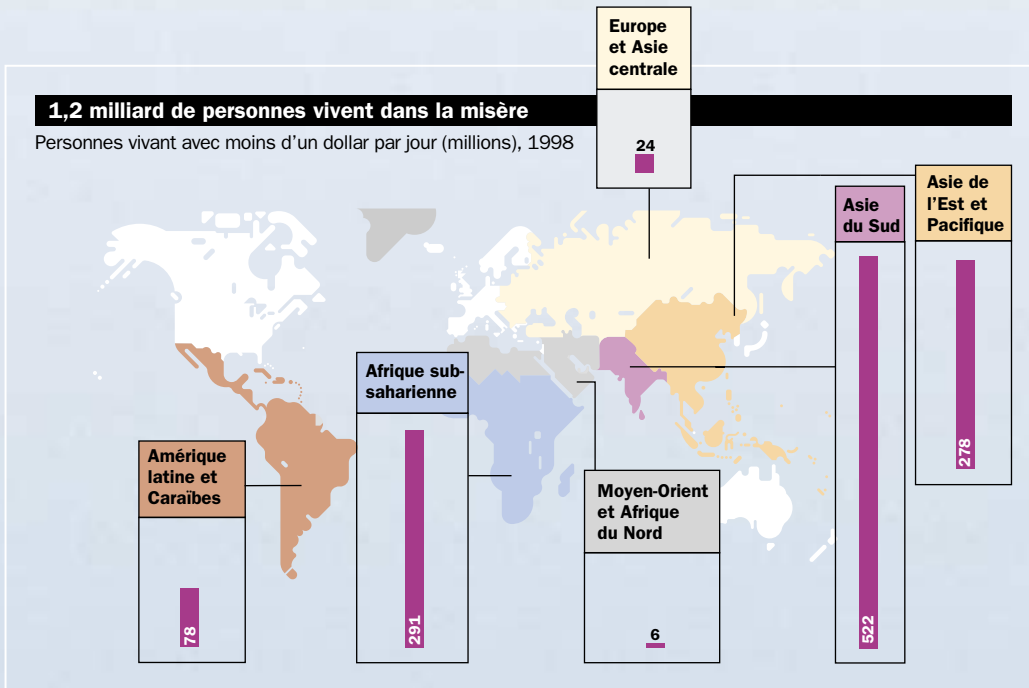
Dans le monde, le nombre et la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême ont légèrement diminué jusqu'au milieu des années 90. Cette baisse concernait surtout l'Asie orientale, notamment la Chine. Mais à la fin des années 90, cette évolution s'est temporairement ralenti dans certains pays asiatiques, pour s'arrêter, et même parfois s'inverser dans d'autres. Dans le reste du monde, si la proportion de personnes vivant dans la pauvreté a diminué, l'accroissement démographique signifie que le nombre de pauvres a augmenté. Et dans les pays de l'ex-Union soviétique, la transition économique et sociale en cours a fait tripler la proportion de pauvres.

La Thaïlande infléchit sa trajectoire de développement

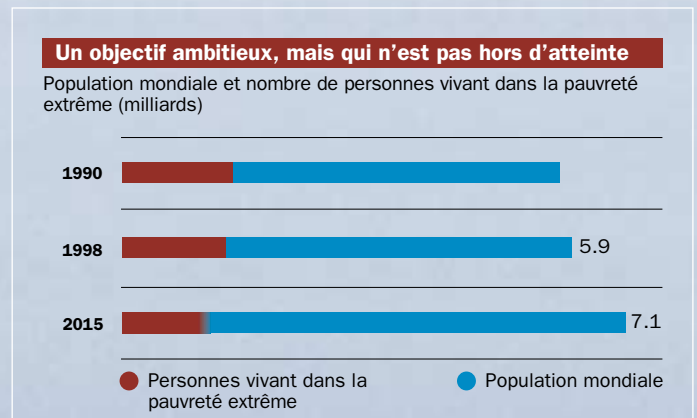
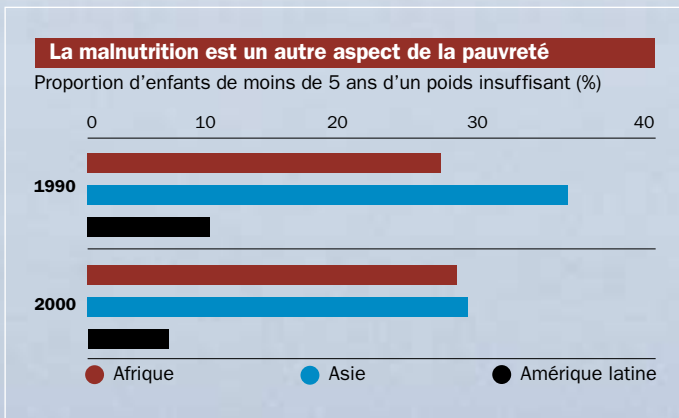
Entre 1988 et 1996, la croissance de l'économie, en Thaïlande, a été de 7 % par an et le pourcentage de pauvres a diminué de 22 % à 11 %. Mais la crise financière a fait remonter ce pourcentage à 13 % en 1998. La Thaïlande a donc été amenée à réorienter sa stratégie de développement pour réduire les inégalités, qui, en dépit de la croissance, demeure forte.

Le plan national de développement, qui fait maintenant une plus grande place aux facteurs humains, accroît les ressources consacrées aux régions du nord et du nord-est, plus pauvres que le reste de la Thaïlande. L'objectif est de ramener la pauvreté à moins de 10 % de la population en 2001. Une nouvelle caisse d'investissement

social aide à créer des emplois et à financer les services sociaux destinés aux pauvres. Dans cette nouvelle stratégie, les réformes cherchent à obliger les autorités à rendre compte de leurs actions et à déléguer leurs pouvoirs aux conseils locaux, qui élisent leurs propres administrateurs et reçoivent une proportion plus grande des ressources publiques.



Les pauvres sont les plus nombreux en Asie du Sud, mais c'est en Afrique subsaharienne que la proportion de pauvres est la plus forte. La plupart vivent dans les zones rurales, mais la pauvreté urbaine s'accroît plus rapidement. Plus que les hommes, les femmes sont susceptibles d'être privées de leur droit à la terre et de l'accès à d'autres actifs. Elles ont également plus de mal à obtenir des crédits. Une fois âgées, elles n'ont pas d'emploi adéquat et vivent dans la précarité.



À ce jour, on compte 150 millions d'enfants d'un poids insuffisant dans les pays en développement. Mais la proportion d'enfants mal nourris diminue partout, sauf en Afrique. L'insuffisance pondérale accroît le risque de décès et ralentit le développement mental et physique. Et les femmes sous-alimentées ont plus de chances de donner naissance à des nourrissons de poids insuffisant. Malgré des progrès, des efforts particuliers devront être déployés pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.

Il est possible de diviser par deux la proportion de pauvres avant 2015, si les pays suivent des politiques tendant à réduire les inégalités sociales et les disparités entre hommes et femmes et à créer pour les pauvres des possibilités de revenu. Mais ce but n'est qu'une première étape car près de 900 millions d'hommes continueront à vivre dans la misère. C'est pourquoi il est impératif d'intensifier la lutte contre la pauvreté.



Objectif : Scolarisation primaire universelle en 2015

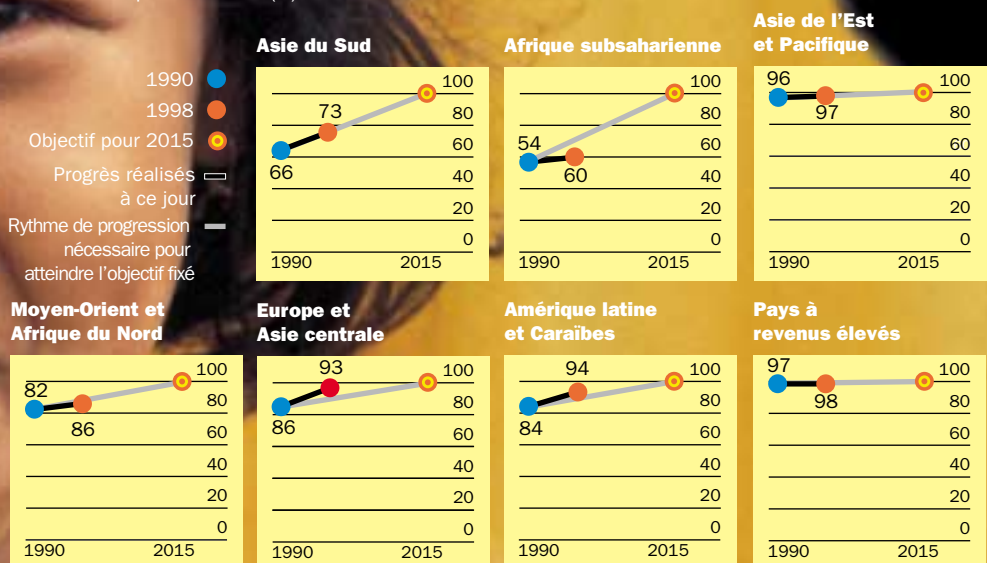
Dans les pays en développement, 1 enfant sur 3 ne reste pas 5 années complètes à l'école

Éducation

L'enseignement primaire universel reste un grand défi, et une grande opportunité. Son succès permettra à des millions d'hommes d'acquérir les compétences nécessaires pour sortir de la pauvreté. Au contraire, un échec alimenterait la crise éducative et sociale dans les 10 ans qui viennent.

La scolarisation augmente, mais trop d'enfants ne sont toujours pas à l'école

Scolarisation primaire nette (%)



Les taux de scolarisation augmentent dans la plupart des régions, mais la qualité de l'éducation laisse à désirer et trop d'enfants ne sont toujours pas à l'école. Pour augmenter la scolarisation et améliorer l'enseignement, les systèmes scolaires doivent investir dans la formation des maîtres et l'amélioration des écoles. Il faut aussi accroître la participation des familles et des collectivités locales et éliminer les disparités entre les sexes, qui restreignent la demande d'éducation des filles.



Je veux apprendre à lire et à écrire, trouver du travail, pour pouvoir envoyer mes enfants dans une bonne école, de façon qu'ils puissent à leur tour trouver un bon emploi.

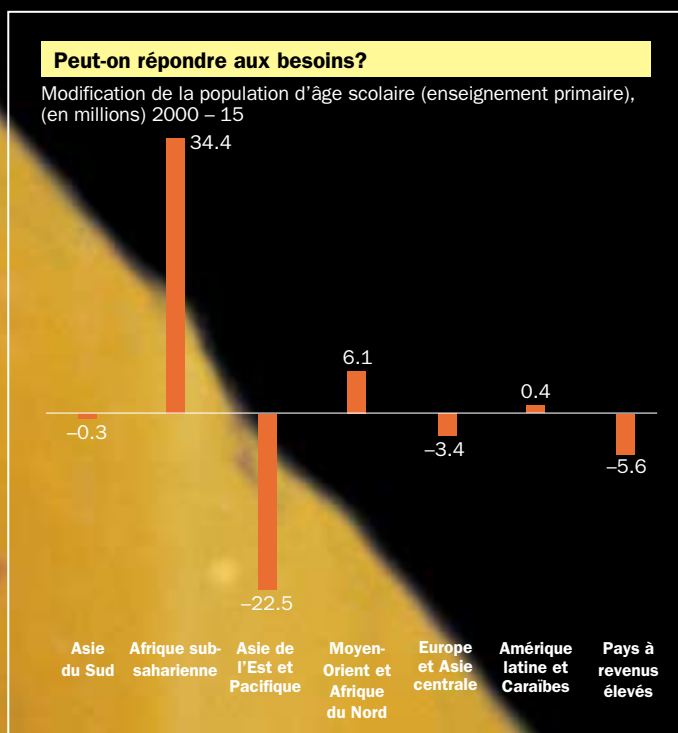
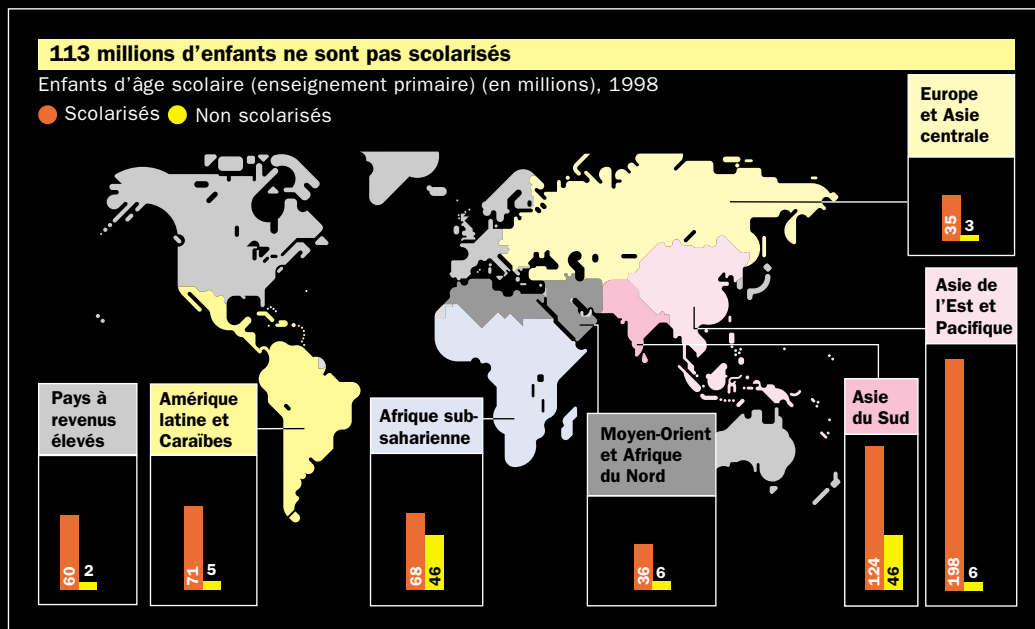
La réforme de l'enseignement au Malawi

En 1994, le Malawi a fait de l'enseignement primaire une priorité absolue — il fallait élargir l'accès des pauvres à l'éducation, corriger les inégalités, éviter les redoublements et les taux d'échec scolaire et améliorer les

écoles. Une augmentation des fonds publics consacrés à l'enseignement et l'élimination des frais de scolarité ont permis de faire progresser de 50 % la scolarisation, le système scolaire étant maintenant très nettement conçu pour aider les

pauvres. En 1994-1995, le cinquième le plus pauvre de la population recevait 16 % de tous les fonds publics consacrés à l'éducation, contre 10 % en 1990-1991, tandis que la part allant au cinquième le plus riche diminuait de 38 % à 25 %.

Dans la plupart des pays, les différences de taux de scolarisation entre riches et pauvres demeurent criantes. Dans certains pays, l'enseignement primaire est pratiquement universel, mais dans d'autres les résultats obtenus à cet égard sont très médiocres. Les faibles taux de rétention s'expliquent par le mauvais état des écoles, l'étroitesse de l'accès à l'école et le coût élevé, pour les pauvres, du maintien d'un enfant à l'école.



La population mondiale d'âge scolaire n'augmentera que de 9 millions au cours des 15 prochaines années en raison de la diminution de la natalité. Mais d'importantes différences régionales vont subsister. Avec la diminution du taux de fécondité en Asie de l'Est, la population d'âge scolaire diminuera de 22 millions. Mais en Afrique subsaharienne, elle augmentera de 34 millions. En plus de 46 million enfants non scolarisés en 1998, cela signifie qu'il faut prévoir des écoles, former des maîtres et fournir des manuels pour 80 millions d'enfants supplémentaires au cours des 15 prochaines années. Pour l'Asie du Sud, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, le défi à relever n'est pas non plus des moindres.



Réduire les disparités entre garçons et filles à l'école reviendrait à ajouter 0,5 point de pourcentage à la croissance annuelle du PNB par habitant

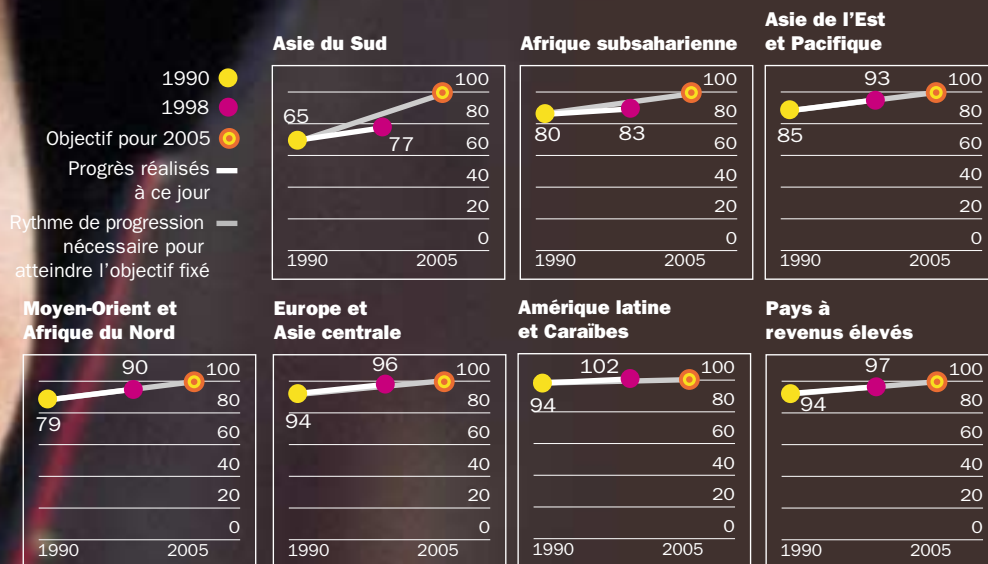
Objectif : Autonomiser les femmes, éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005

Égalité entre les sexes

Les filles, quand elles sont instruites, voient leur choix s'élargir — dans le mariage, la maternité, le travail, la vie en général. Leurs possibilités économiques sont également plus nombreuses. Et elles peuvent faire plus pour le progrès politique, social, économique de leur société et la protection de l'environnement.

Les différences de scolarisation entre filles et garçons diminuent dans toutes les régions du monde

Scolarisation primaire et secondaire des filles, rapportée à celle des garçons (%)



La scolarisation des filles a progressé plus vite que celle des garçons. Dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Arménie, la Mongolie, Sri Lanka et le Venezuela, plus de filles que de garçons sont scolarisées. Au niveau mondial, l'écart de scolarisation primaire et secondaire entre les sexes diminue. Mais la progression n'est pas assez rapide pour que cette différence soit entièrement éliminée d'ici 2005.

“

Lorsque nous sommes arrivées, nous ne pouvions ni lire ni écrire, nous étions assises en cercle, comme des pierres et presque aussi silencieuses. Maintenant, nous savons lire et écrire des lettres, nous connaissons nos droits et nos besoins.

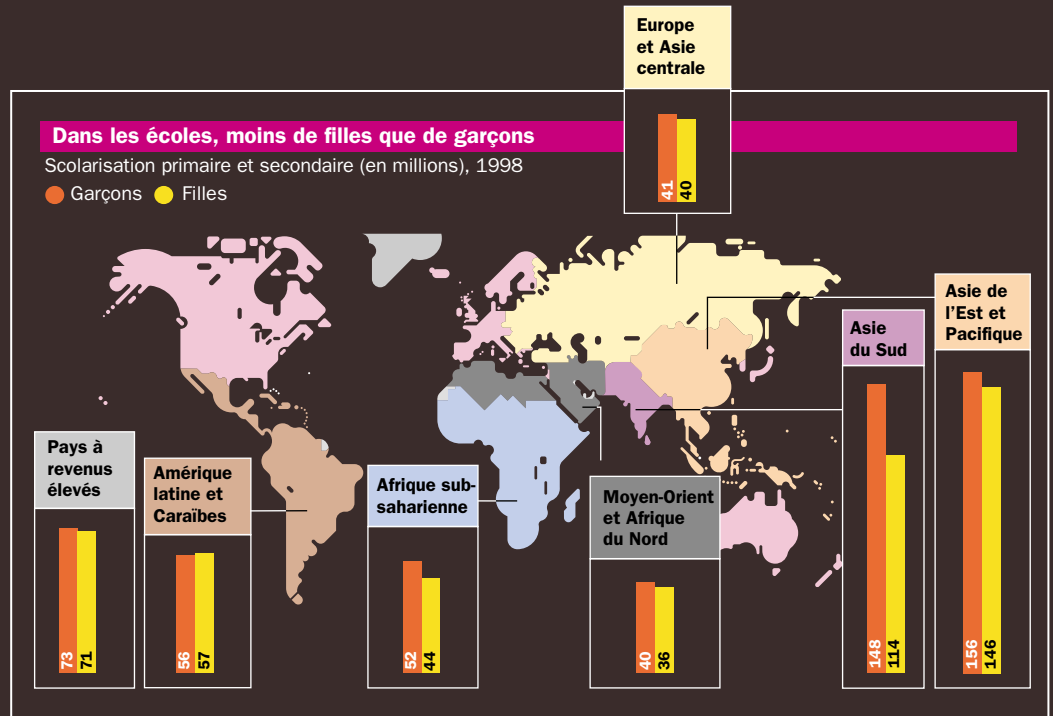
En Guinée, la scolarisation des filles augmente plus vite que celle des garçons

Entre 1991 et 1998, la scolarisation primaire des filles en Guinée est passée de moins de 20 % à près de 40 %. C'est là le résultat d'une série d'interventions pratiques des

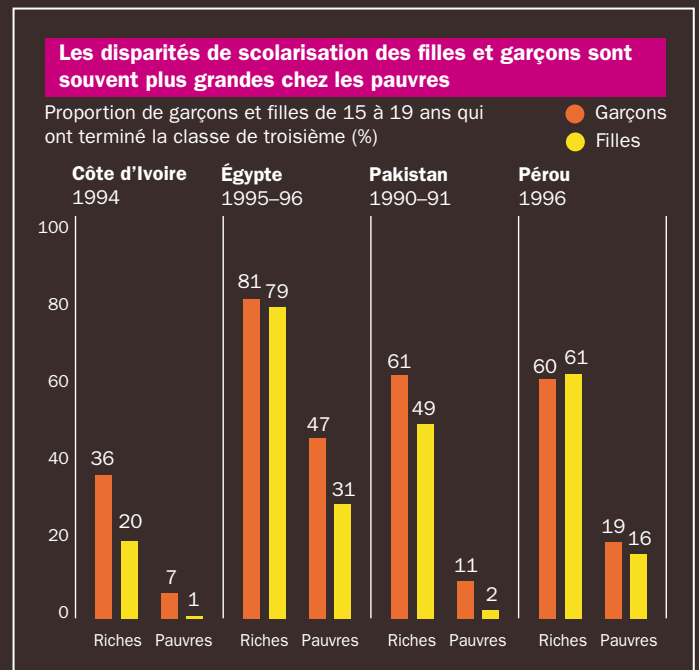
pouvoirs publics. Le gouvernement a équipé les écoles de toilettes pour les filles. Il a permis aux filles enceintes de revenir à l'école une fois qu'elles ont accouché.

Il a distribué gratuitement des manuels et les a mis à jour pour éliminer les stéréotypes sexuels. Il s'est attaché à recruter des enseignantes.

Ces dernières années, l'écart de scolarisation secondaire entre les garçons et les filles a diminué, plus de filles allant à l'école, alors que les garçons ont tendance à quitter l'école plus tôt. Si les disparités s'estompent dans l'éducation, elles persistent pourtant dans la vie économique et politique.



Dans beaucoup de pays, les enfants des familles riches ont autant de chances de finir leurs études que les élèves des pays à revenus élevés. Dans ces familles, il y a autant de filles à l'école que de garçons, ou à peu près. Dans les familles pauvres, au contraire, les enfants sont moins souvent à l'école, et parmi ceux-ci il y a moins de filles que de garçons. Dans beaucoup de familles pauvres, la valeur du travail de la fille dépasse nettement ce qu'on peut espérer de son éducation — si bien que les filles ne vont pas à l'école.





Objectif : Réduire des deux tiers d'ici à 2015 les taux de mortalité infantile et juvénile

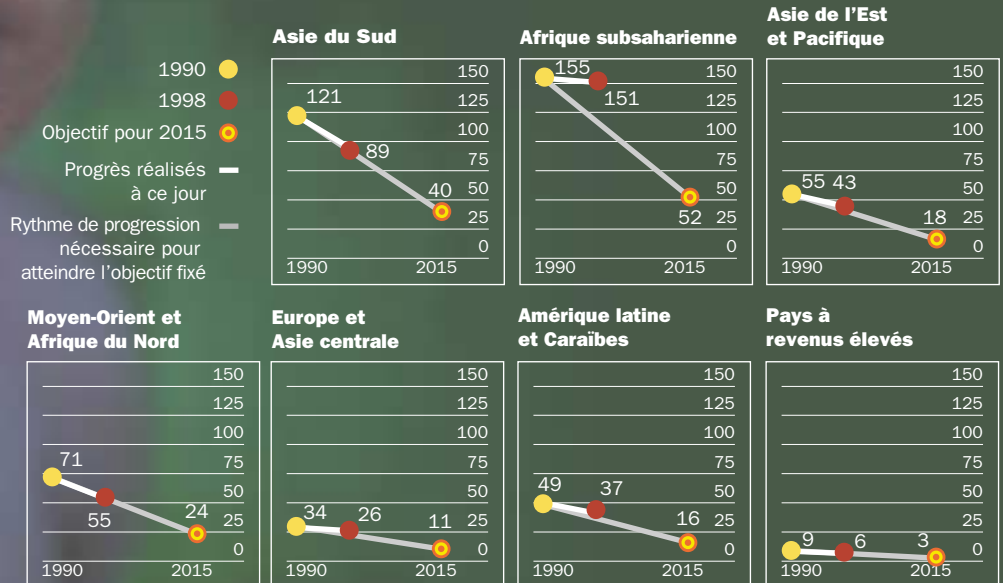
11 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans sont morts en 1998, la plupart de causes évitables

Mortalité infantile et postinfantile

Les taux de mortalité infantile et juvénile ont baissé de plus de 50 % entre 1960 et 1990. En Chine, au Sri Lanka et au Viet Nam, la mortalité infantile a diminué des trois quarts — ce qui permet d'espérer que de tels résultats pourront être obtenus également dans d'autres pays pauvres. Il y a eu toutefois un ralentissement des progrès dans les années 90, et dans la plupart des régions des efforts importants seront nécessaires pour réduire des deux tiers d'ici à 2015 la mortalité infantile et postinfantile.

Perspectives d'avenir — en amélioration, mais trop lente

Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (décès pour 1 000 naissances vivantes)



Quels sont les obstacles? Eau insalubre, immunisations inadéquates, guerres et conflits civils, pauvreté et malnutrition graves, auxquels s'ajoutent l'absence d'accès à l'éducation de base, en particulier pour les filles, la progression du VIH/sida et la résurgence du paludisme et de la tuberculose.



Le garçon est mort des oreillons. Nous savons tous qu'il aurait pu être guéri à l'hôpital. Mais les parents n'avaient pas d'argent, et l'enfant est mort, d'une mort lente et douloureuse.

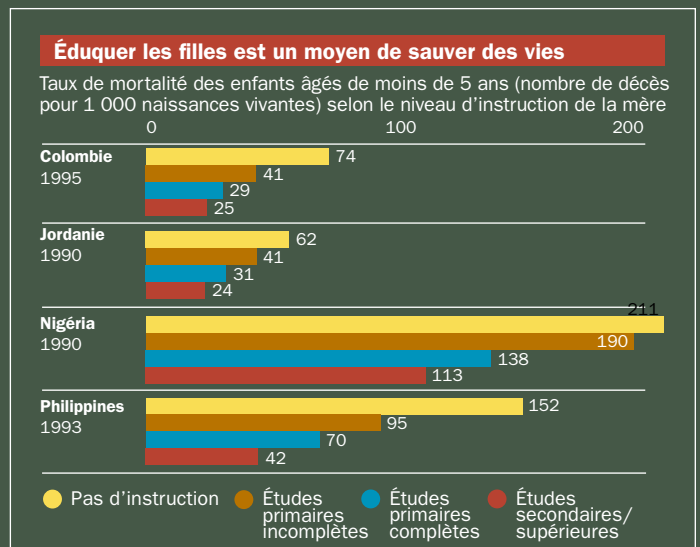
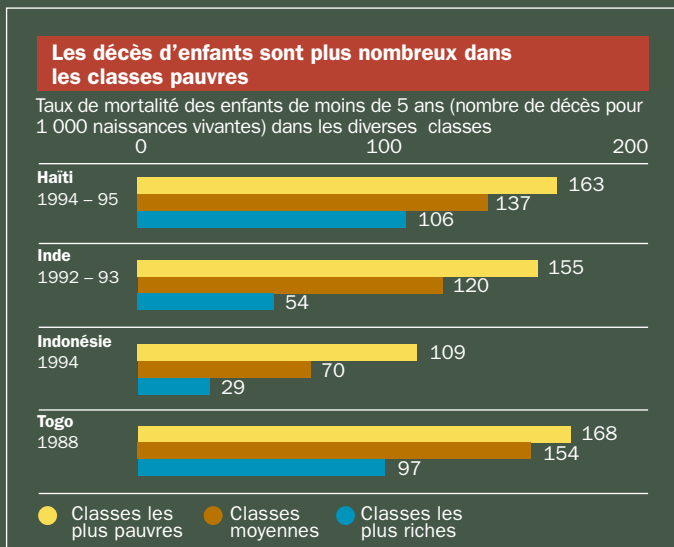
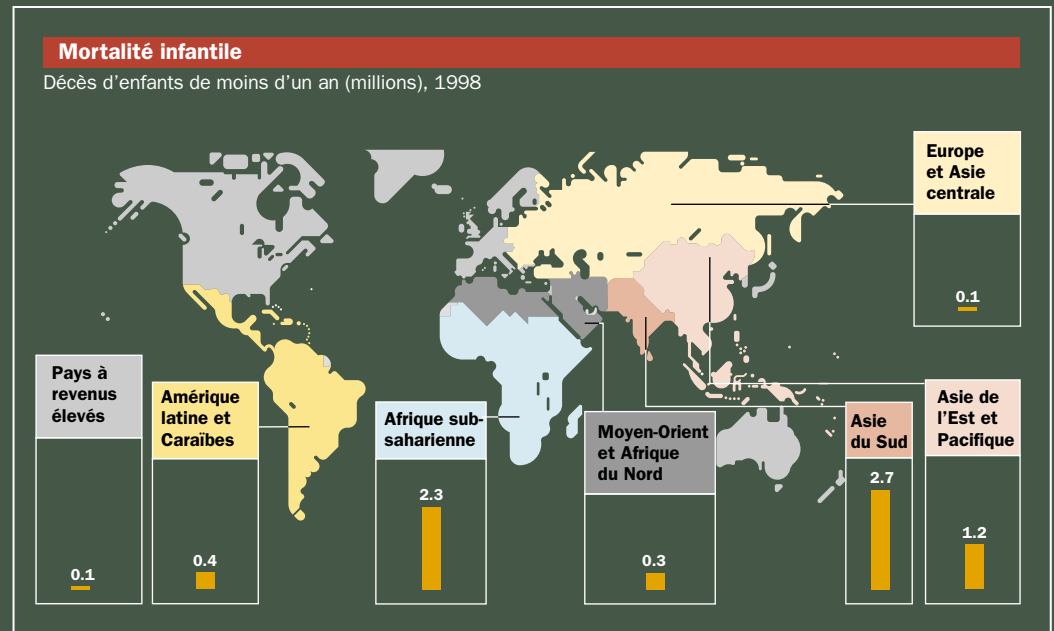
Au Bangladesh, un plus grand nombre d'enfants survivent

Entre 1990 et 1998, le Bangladesh a réduit d'environ 25 % ses taux de mortalité infantile et juvénile. Résultat remarquable, encore qu'à ce rythme il ne sera pas possible d'atteindre d'ici à 2015 l'objectif fixé. Comment ce pays est-il parvenu à un tel résultat? En

priviliégiant les immunisations, en entreprenant des campagnes nationales de sensibilisation au traitement de la diarrhée et des programmes spéciaux visant à réduire le nombre de décès dus à des causes liées à la pneumonie et en améliorant l'assainissement et l'accès à

l'eau salubre. Une forte participation de la collectivité à la mise en oeuvre des services sociaux de base, l'octroi de bourses spéciales destinées aux filles et le développement du microcrédit en faveur des femmes ont aussi joué un rôle important.

Les décès d'enfants de moins d'un an résultent le plus souvent des conditions insalubres qui entourent l'accouchement. Dans le cas des jeunes enfants, en particulier ceux qui souffrent de malnutrition chronique, ce sont la pneumonie, la diarrhée, le paludisme ou les oreillons qui sont fréquemment des causes de décès.



Les taux de mortalité parmi les enfants âgés de moins de 5 ans sont les plus élevés dans les classes les plus pauvres, mais ils sont élevés même dans les milieux relativement aisés. Pour réduire la mortalité infantile et juvénile, il est indispensable d'affecter davantage de ressources aux services sociaux de base, à l'éducation des parents et à l'amélioration de la nutrition, en particulier pour les classes pauvres.

L'éducation rend les femmes capables d'avoir des familles peu nombreuses, de mieux s'occuper de leurs enfants et de leur transmettre des connaissances qui amélioreront leurs conditions de vie.



Objectif : Réduire des trois quarts d'ici à 2015 la mortalité liée à la maternité

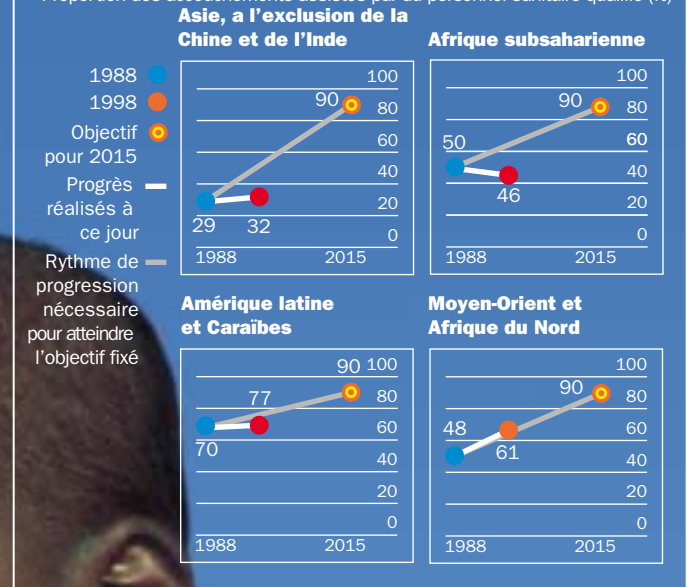
En 1995, plus de 500 000 femmes sont mortes pendant la grossesse ou l'accouchement — et des millions d'autres sont tombées malades et n'ont pas été soignées

Mortalité liée à la maternité

C'est dans les pays en développement que se produisent 99 % des décès liés à la maternité, dont la plupart sont évitables. Infections, hémorragies et avortements pratiqués dans des conditions dangereuses pour la santé sont les causes de la majorité des décès. Pour réduire la mortalité liée à la maternité, il faut affecter davantage de ressources aux systèmes de santé, afin d'améliorer la qualité des services fournis et le nombre des bénéficiaires et de dispenser des soins prénatals et postnatals aux plus démunis.

Les accouchements non assistés par du personnel sanitaire sont encore très nombreux

Proportion des accouchements assistés par du personnel sanitaire qualifié (%)



“ Je vais à la mer chercher un nouveau bébé, mais le voyage est long et dangereux, et je ne sais pas si je reviendrai.

La mortalité liée à la maternité est difficile à mesurer. La proportion des accouchements assistés par du personnel sanitaire qualifié permet de suivre les progrès réalisés vers une réduction de cette mortalité. Dans les régions où les femmes ne sont pas couramment accouchées par du personnel qualifié, l'objectif est que d'ici à 2015, elles le soient dans 90 % des cas.

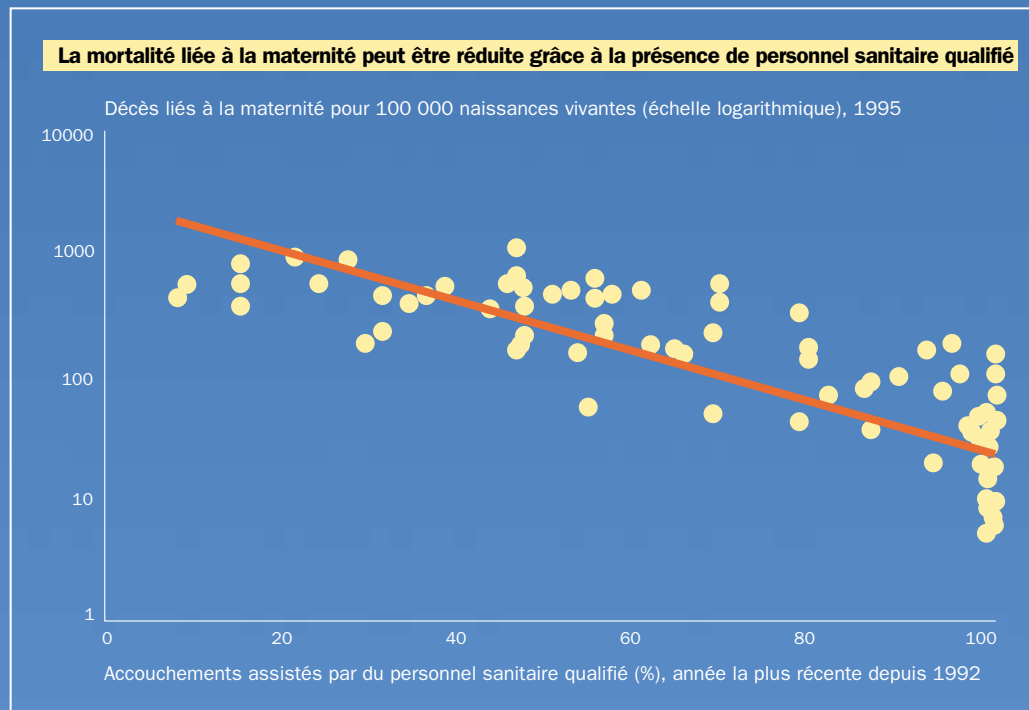
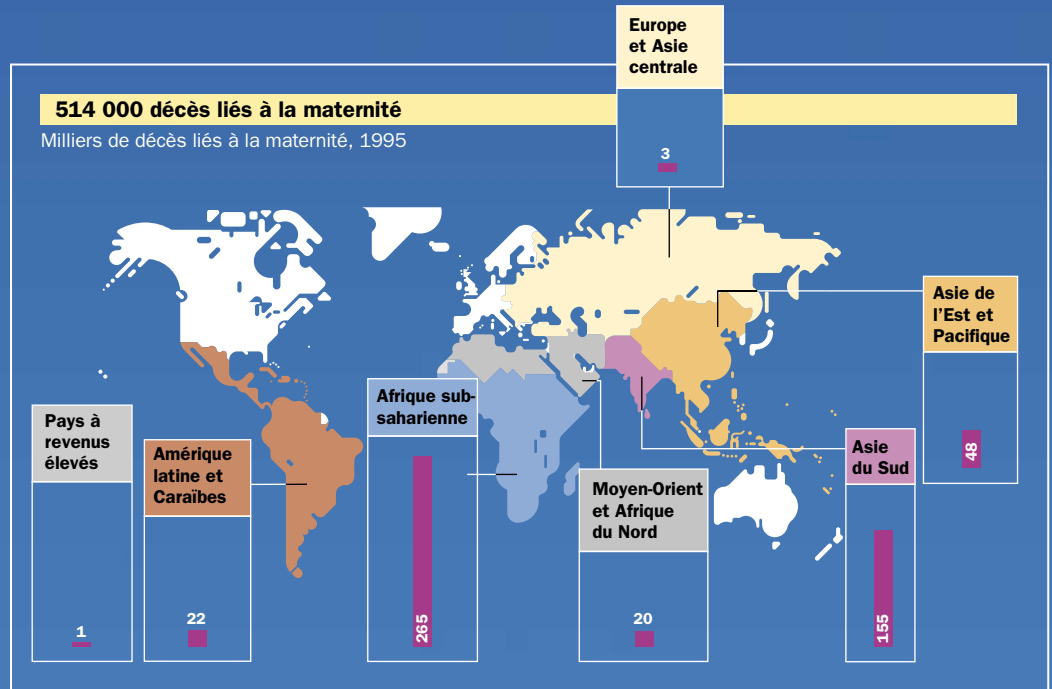
C'est la détermination qui compte

Nous savons ce qui est nécessaire pour réduire la mortalité liée à la maternité. Il faut des services de planification familiale et de soins maternels de base, des accoucheuses qualifiées, des services de soins néonataux; il faut aussi veiller à ce que les avortements ne soient pas

pratiqués dans des conditions dangereuses pour la santé et soigner les problèmes découlant des avortements ainsi que les complications de la grossesse et de l'accouchement. Et nous savons ce que coûtent ces mesures — environ 3 dollars par personne et par an dans les pays à faibles

revenus. Malgré les bas niveaux de revenus enregistrés en Chine, à Cuba et au Sri Lanka, ces trois pays ont fait baisser la mortalité liée à la maternité grâce à des efforts visant à améliorer l'accès aux soins de santé primaires, à renforcer les systèmes de santé et à améliorer la qualité des soins.

La mortalité liée à la maternité varie sensiblement selon les régions du monde — faible en Amérique latine, elle très forte en Afrique. Dans nombre de pays d'Afrique pauvres, pour 100 naissances vivantes, il y a une mère qui meurt de complications de la grossesse et de l'accouchement.



La réduction de la mortalité liée à la maternité n'est possible que si les accouchements sont assistés par des agents sanitaires possédant des compétences d'obstétrique, qui non seulement aident les mères à accoucher mais aussi leur dispensent des informations de base sur les soins prénatals et postnatals nécessaires pour elles-mêmes et pour le nouveau-né. Il importe également, dans cette optique, d'améliorer la condition sociale des femmes et de veiller à l'égalité des sexes en matière de services de santé.



120 millions de couples qui souhaitent échelonner les naissances de leurs enfants ou ne plus avoir d'enfants n'utilisent pas la contraception

Objectif : Mettre à la disposition de tous ceux qui en ont besoin des services de santé en matière de reproduction d'ici à 2015

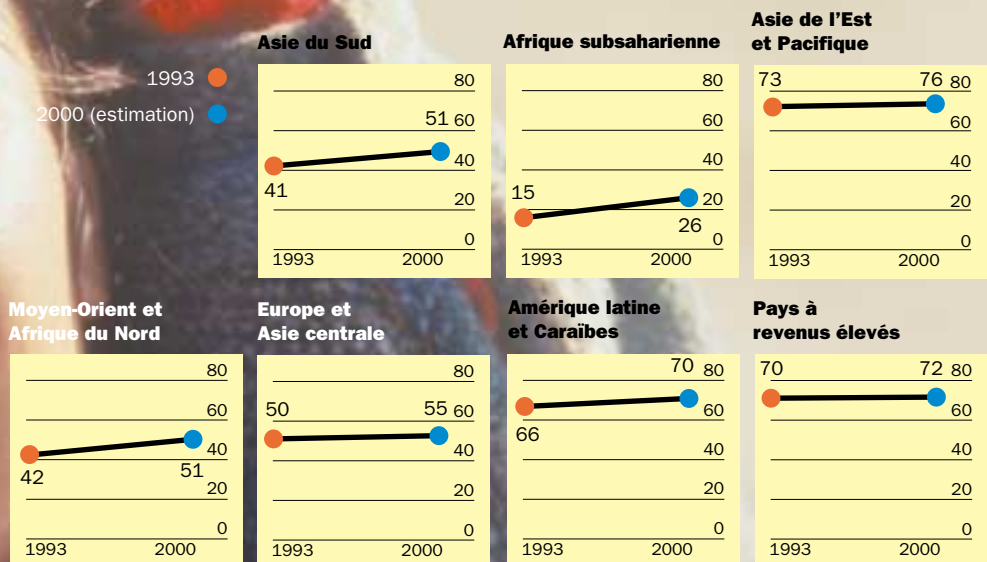
Santé génésique

Les services de santé en matière de reproduction fournissent aux hommes et aux femmes les connaissances dont ils ont besoin pour protéger leur santé et celle de leurs familles. Ces connaissances portent sur les méthodes de planification familiale, de prévention et de traitement des maladies sexuellement transmises, y compris le VIH/sida et la manière de décourager les pratiques qui sont nocives pour les femmes.

Le recours à la contraception est influencé par de nombreux facteurs, notamment la disponibilité d'informations concernant l'existence de services de santé peu onéreux et de bonne qualité ainsi que l'accès à ces services. Et parce que les relations entre les sexes influent sur la santé, il importe que les hommes assument davantage la responsabilité de leur comportement sexuel, qu'ils soient respectueux des droits et de la santé de leurs partenaires et qu'ils leur apportent leur soutien en la matière.

L'usage des contraceptifs se répand dans toutes les régions

Femmes mariées utilisant la contraception (%)



Sauf en Afrique, qui est très en retard sur ce plan, l'usage de la contraception s'est répandu dans toutes les régions du monde au cours des années 90. Étant donné l'augmentation du nombre de personnes en âge de procréer vivant dans les pays pauvres, la difficulté sera pour ces pays de maintenir dans les 10 années à venir les résultats acquis, ce qui leur permettra de réduire plus rapidement la pauvreté.

La République islamique d'Iran s'emploie à améliorer les services de santé en matière de reproduction

À la fin des années 80, le Gouvernement iranien s'est attaché plus activement à répondre aux besoins sociaux d'une population en accroissement rapide. En 1989, un programme national de planification de la famille a été

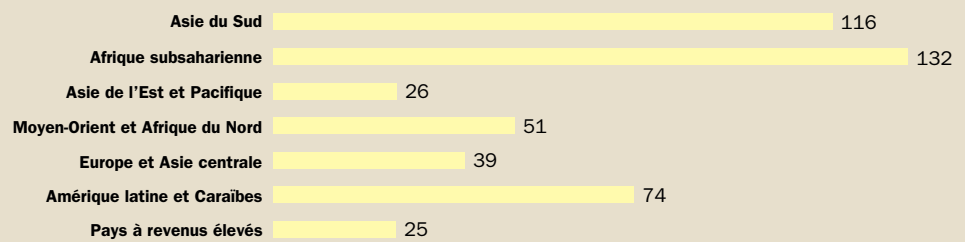
intégré au vaste système de soins de santé primaires. Ce programme a permis d'améliorer l'accès à la contraception et d'accroître les possibilités de choix quant aux méthodes contraceptives. Comme suite à la Conférence internationale du

Caire sur la population et le développement (1994), le programme a été élargi pour inclure d'autres éléments de la santé génésique. Entre 1989 et 1997, le taux d'utilisation de méthodes contraceptives est passé de 49 % à 73 %.

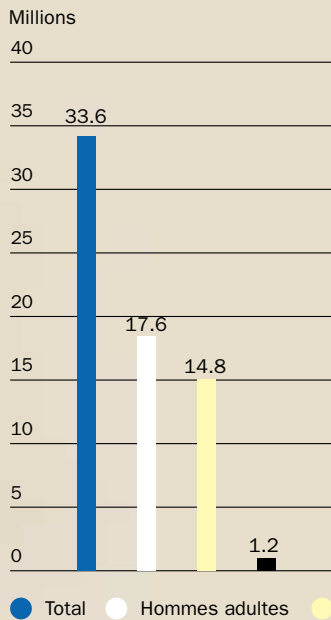
Plus de 14 millions d'adolescentes accouchent chaque année. Une forte proportion des grossesses ne sont pas désirées, et on estime à 4,4 millions par an le nombre d'avortements. Nombreux sont les adolescents qui courent gravement le risque de contracter des maladies sexuellement transmises, y compris le VIH/sida.

Les adolescents ont besoin d'information sur la santé en matière de reproduction et les services adaptés à la jeunesse

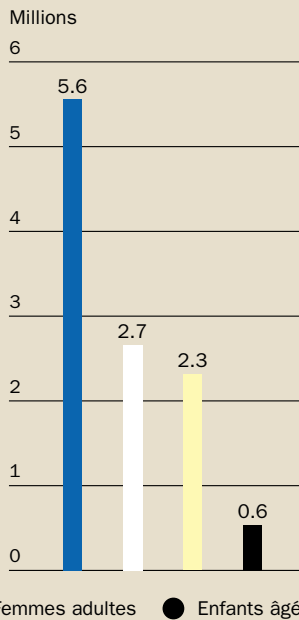
Naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans, 1998



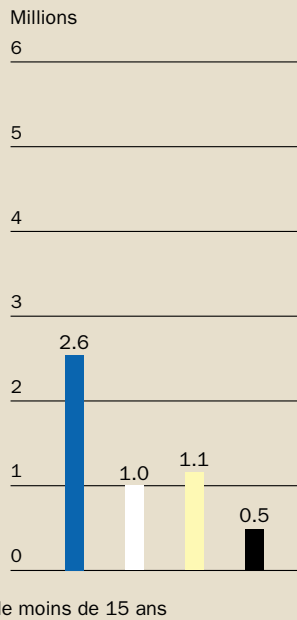
Séropositifs ou atteints du sida, 1999



Nouveaux cas de séropositivité, 1999



Décès dus au sida, 1999



À la fin de 1999, 33,6 millions d'hommes, femmes et enfants étaient soit séropositifs soit atteints du sida, dont 95 % dans les pays en développement. Plus de 16 millions ont succombé à la pandémie, dont 13 millions en Afrique, laissant des familles brisées et anéantissant les perspectives de développement. Sans des programmes nationaux efficaces et sans une aide internationale massive, la pandémie continuera de se répandre dans les pays en développement, creusant encore davantage le fossé entre pays riches et pays pauvres.

“ Je ne veux pas ajouter au surpeuplement de ce monde, et je ne veux pas que ma vie s'appauvrisse. ”

Au début des années 90, environ 17 millions d'hectares de forêts tropicales — soit quatre fois la superficie de la Suisse — étaient abattus chaque année. À ce rythme, de 5 à 10 % des espèces de ces forêts auront disparu dans 30 ans

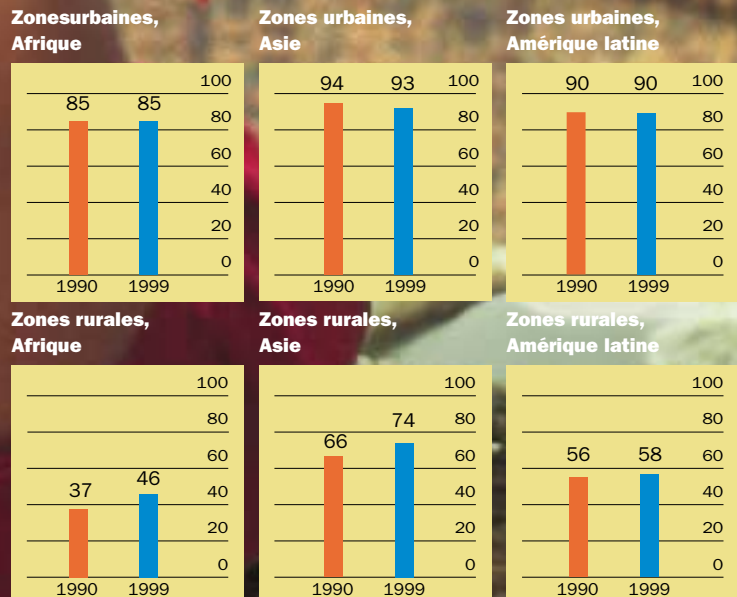
Objectif : Mettre en oeuvre des stratégies nationales de développement durable d'ici 2005, de manière à inverser les pertes de ressources de l'environnement d'ici 2015

Environment

Un grand nombre des pauvres de la planète dépendent directement de l'environnement — agriculture, sylviculture et pêche — pour leur subsistance. Ce sont eux également qui ont le plus de chances d'être affectés par la pollution de l'air et des eaux et l'utilisation de pratiques non viables de production alimentaire. Une amélioration de la gestion de l'environnement pourrait améliorer leur vie, accroître leur productivité et favoriser le développement durable.

Approvisionnement en eau : peu de progrès

Population ayant accès à une eau plus salubre (%)



“**Nous devrions vivre sur cette terre comme si nous ne devions jamais la quitter.**”

Près de 20 % de la population mondiale dépendent de systèmes inadéquats d'adduction d'eau pour faire face à leurs besoins quotidiens. Les populations urbaines sont mieux desservies que les populations rurales, mais il arrive que même l'eau des canalisations municipales soit contaminée par des organismes porteurs de maladies et des polluants industriels. Les personnes qui n'ont pas accès à de l'eau salubre doivent mener une lutte quotidienne pour satisfaire leurs besoins et sont constamment exposées au risque de maladies d'origine hydrique.

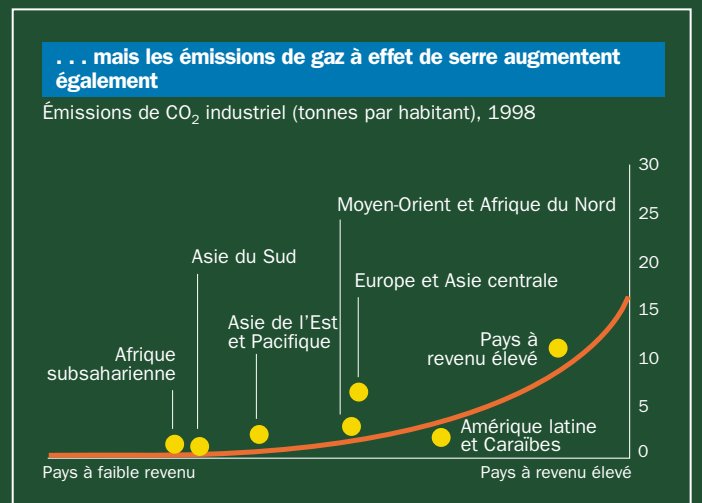
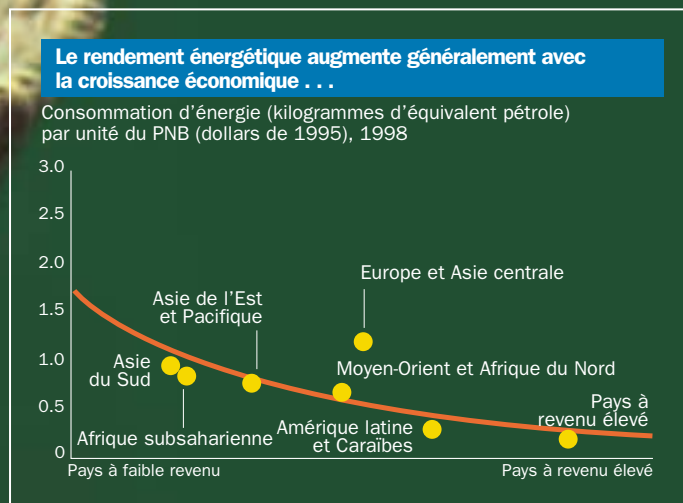
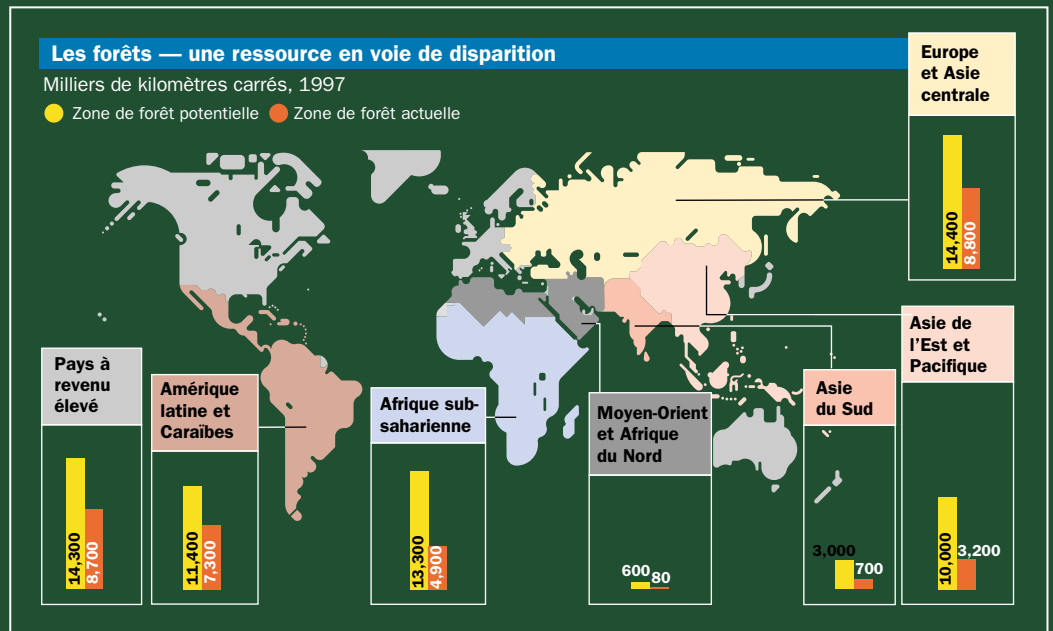
Partenariats actifs pour un développement durable aux Philippines

Après le Sommet « Planète Terre » en 1992, les Philippines ont été le premier pays à créer un conseil pour le développement durable, associant des partenaires du Gouvernement, de la société civile et du secteur privé. Le processus d'abandon

progressif de l'essence au plomb, qui est arrivé à son terme en avril 2000, a fourni un point de ralliement. Le programme Action 21 des Philippines est le programme d'action national pour le développement durable. D'importantes entreprises ont

mis en oeuvre des initiatives de production rationnelles — en réutilisant des sous-produits, en luttant contre la pollution et en insérant des dispositions relatives à l'environnement dans les conventions collectives de travail avec les syndicats.

Sans l'intervention de l'homme, de vastes régions du monde seraient couvertes de forêts. Suite à une exploitation non rationnelle et à la dégradation, des millions d'hectares de forêts ont été perdus et, avec eux, les produits forestiers et non forestiers économiquement importants qui en proviennent. Une fois les forêts disparues, il est impossible de conserver les sols et les ressources en eau, de préserver la diversité biologique, d'atténuer les effets des changements climatiques ou de protéger l'héritage naturel et culturel.



Les pays à revenu élevé utilisent l'énergie plus efficacement que les pays pauvres mais produisent davantage d'émissions. Et à mesure que les pays pauvres se développent, ils utilisent eux aussi l'énergie de manière plus rationnelle — produisant davantage de biens et de services avec la même quantité d'énergie qu'auparavant. Les économies d'énergie totales résultant des gains d'efficacité sont toutefois plus que contrebalancées par l'augmentation de la consommation totale. Par conséquent, si

ces pays suivent le modèle actuel des pays à revenu élevé, leur utilisation totale d'énergie continuera de croître et, avec elle, leurs émissions de gaz à effet de serre. Heureusement, les politiques visant à réduire au niveau mondial les émissions de gaz à effet de serre recourent celles qui visent à réduire la pollution locale et à accroître le rendement énergétique, que ce soit dans les pays riches — qui émettent la plus grande quantité de gaz carbonique — ou dans les pays en développement.



Des voix plus fortes pour les pauvres, une croissance et une stabilité économiques favorables aux pauvres, des services sociaux de base pour tous, des marchés ouverts pour le commerce et la technologie et un volume suffisant de ressources pour le développement, bien utilisé

Que faudra-t-il pour atteindre ces objectifs?

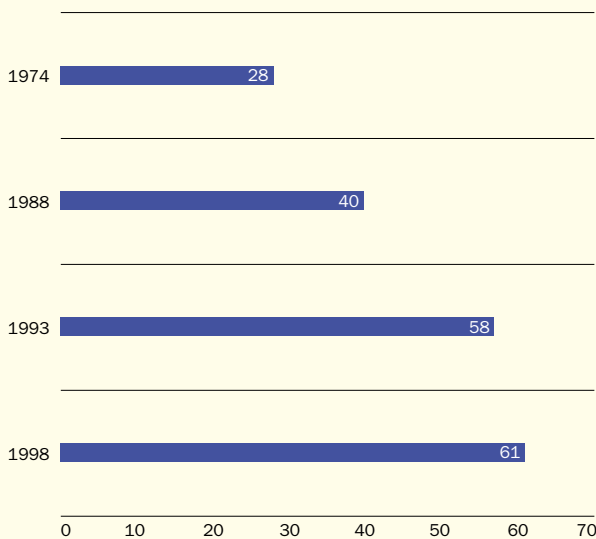
La République de Corée, la Malaisie et le Maroc appartiennent à un petit groupe de pays qui, en moins d'une génération, ont réussi à réduire de moitié la proportion de leur population vivant dans la pauvreté. En Inde, les États de l'Haryana, du Kerala et du Penjab ont obtenu le même résultat. Une douzaine d'autres pays — dont le Botswana et Maurice — ont réussi à réduire la pauvreté de 25 % ou plus en une génération. D'autres pays peuvent tirer d'importantes leçons de l'expérience de ces pays, car ce qui a été fait par les uns peut être fait par d'autres.

Une voix et des choix pour les pauvres

Pour commencer, il faut donner des moyens d'action aux pauvres — offrir des possibilités aux femmes, ouvrir l'espace politique pour permettre aux pauvres de s'organiser. La démocratisation doit aller au-delà du gouvernement par la majorité et inclure les minorités dans tous les aspects de la vie politique – au niveau du gouvernement, du pouvoir législatif, de la fonction publique et des autorités locales. Ce type de démocratie ouverte à la participation de tous favorise

Un plus grand nombre de pays deviennent démocratiques

Pays ayant un gouvernement démocratique (%)

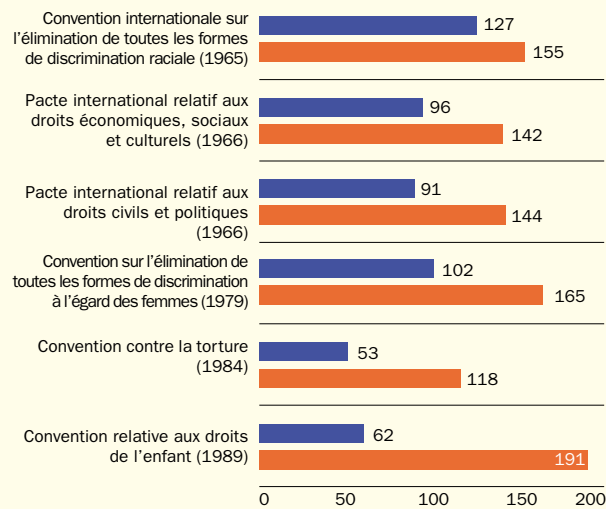


Un gouvernement juste et honnête favorise — et même incarne — des institutions juridiques et économiques solides. Des juges corrompus, des réglementations bancaires inadéquates, des services publics désorganisés, une participation limitée de la communauté sont autant de facteurs de gaspillage des ressources destinées au développement. Si la capacité administrative est adéquate, une participation locale accrue à la gestion des services sociaux peut augmenter considérablement l'efficacité de ces services. Par ailleurs, en simplifiant les règles commerciales, on peut réduire les possibilités de corruption et promouvoir une accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté.

Beaucoup plus de pays ont ratifié les instruments relatifs aux droits de l'homme

Nombre de ratifications

● 1990 ● 1999



L'engagement à respecter les droits fondamentaux de la personne humaine et la primauté du droit est une condition préalable essentielle au développement durable. La moitié des pays du monde ont ratifié les six conventions relatives aux droits de l'homme — contre un dixième il y a 10 ans seulement. Ceci est important car les pays qui ont ratifié ces instruments sont tenus de rendre compte de leurs actions.

l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'ouverture de la société civile et la liberté des médias — ce qui peut assurer le respect des droits de l'homme et obliger les gouvernements à tenir leurs promesses et à rendre compte de leurs actions.

Croissance favorable aux pauvres

La croissance économique en soi ne garantit pas la réduction de la pauvreté — c'est un facteur absolument essentiel pour la soutenir à long terme. Il faut aussi que cette croissance soit favorable aux pauvres. Comment? Il faut qu'elle crée davantage de possibilités d'emploi productif et bien rémunéré pour les pauvres. Il faut qu'elle donne aux pauvres un accès plus large aux ressources pour qu'ils puissent exploiter leur potentiel productif et subvenir à leurs besoins. Il faut aussi qu'elle soit équitable et crée de meilleures possibilités pour les femmes pauvres. Des mesures devront donc être prises pour renforcer les droits fonciers des femmes, accroître leur pouvoir de négociation et élargir leur accès au crédit, à la formation et aux technologies nouvelles.

Il importe que la croissance favorable aux pauvres s'accélére sensiblement dans de nombreux pays, en particulier dans les 30 pays en développement dont le revenu réel par habitant est inférieur aujourd'hui à ce qu'il était il y a 35 ans. Une croissance de ce type nécessite un accroissement de la production chez

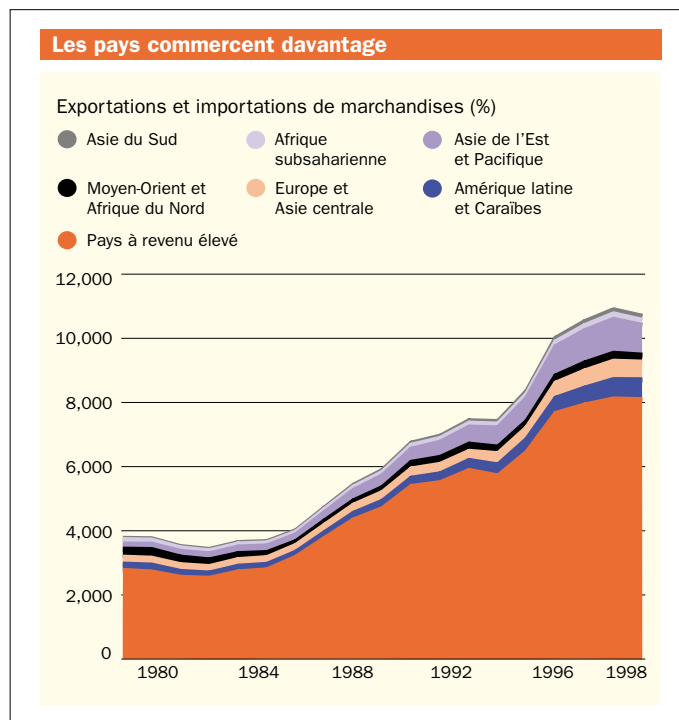
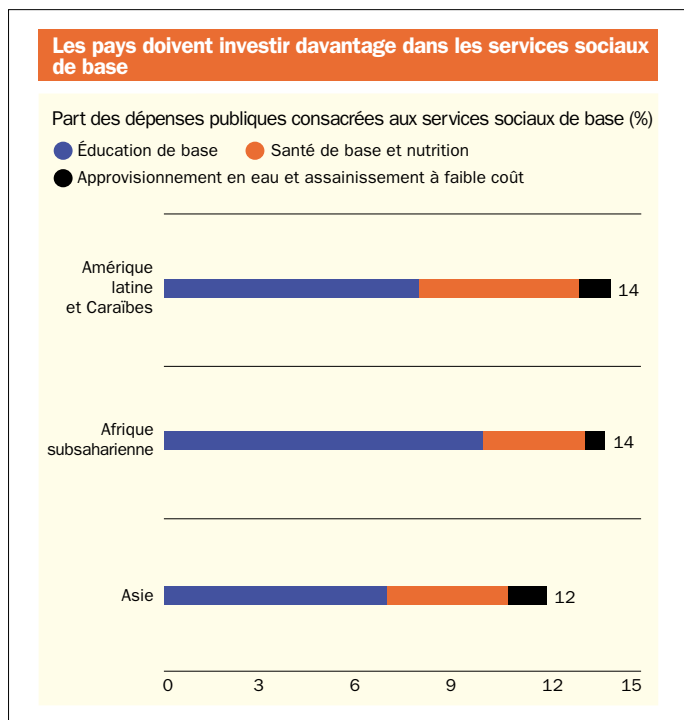
les pauvres eux-mêmes : grâce à des augmentations de la productivité des petits exploitants agricoles; aux petites entreprises, en zone rurale comme en zone urbaine; aux producteurs du secteur informel; et à de nombreux hommes et femmes qui fournissent une multitude de petits services.

Les politiques économiques doivent aussi être rationnelles, bien équilibrées et viables à long terme. Il faudra à cette fin renforcer les institutions nationales de manière à créer les capacités nécessaires à la mise en oeuvre des politiques économiques et sociales appropriées.

Tous les efforts entrepris doivent être guidés par un souci d'équité, afin que tous les groupes de la société progressent. Mais ce souci d'équité s'étend aussi aux générations futures. Ceci signifie que la croissance économique doit être viable — et que notre action sur l'environnement aujourd'hui ne porte pas atteinte aux ressources naturelles nécessaires à la vie des générations futures sur notre planète.

Prestation de services sociaux de base pour tous

Les politiques doivent dépasser les considérations purement économiques pour se concentrer sur les besoins des pauvres — afin de garantir des normes sociales minimales et l'accès universel aux services sociaux de base. Les pays doivent investir dans



Un pays qui investit dans les services de santé et d'éducation de base manifeste sa volonté de promouvoir un développement à long terme. Au Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995, les dirigeants du monde entier ont suggéré qu'environ 20 % des budgets nationaux et 20 % de l'aide publique au développement soient alloués aux services sociaux de base. L'objectif était de permettre aux pays de se doter d'une main-d'oeuvre bien éduquée et en bonne santé qui puisse soutenir la concurrence sur le marché mondial. Bien que la part des dépenses budgétaires consacrées aux services sociaux de base ait récemment augmenté dans de nombreux pays, comme la République dominicaine, le Guatemala, le Malawi et la Namibie, rares sont les pays en développement ou les donateurs qui ont atteint les objectifs suggérés.

Au cours des 40 dernières années, le commerce s'est développé plus rapidement que la production mondiale. Mais les pays dont l'économie est fortement protégée et ceux qui sont tributaires des exportations de produits de base n'ont pas progressé au même rythme ou ont souffert des fluctuations des prix. Un plus grand nombre de pays reconnaissent désormais les avantages de l'ouverture des marchés, qui favorise leurs exportations et accroît leur capacité d'importation.

l'éducation — en particulier celle des filles, secteur qui représente l'un des taux de rentabilité les plus élevés en ce qui concerne le développement. Ils doivent également fournir des services efficaces et de qualité aux groupes déshérités — soins de santé, eau, assainissement et autres services de base. Des mesures doivent être prises à cette fin pour réduire la malnutrition, une attention particulière devant être accordée aux femmes en âge de procréer et aux jeunes enfants. Les pays doivent aussi mettre en place des filets de sécurité pour les groupes vulnérables en période de crise.

Ouverture des marchés aux échanges, à la technologie et aux idées

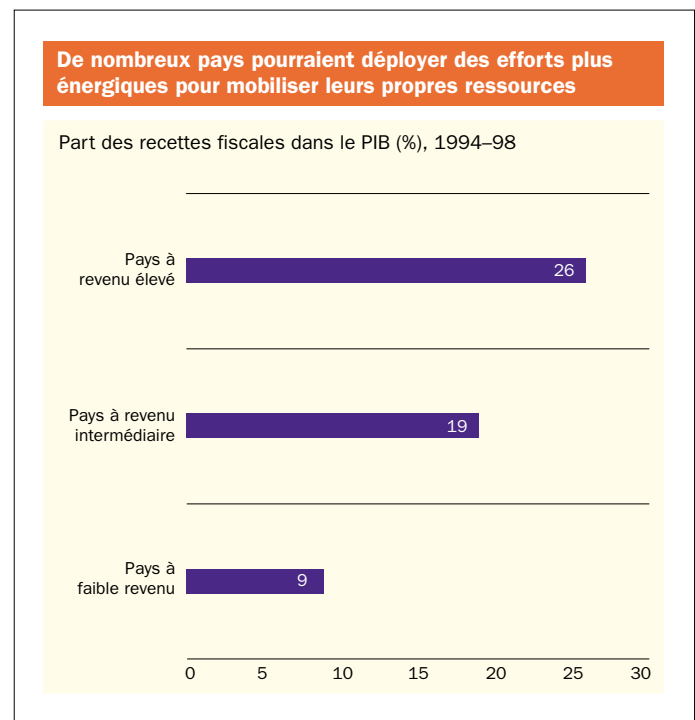
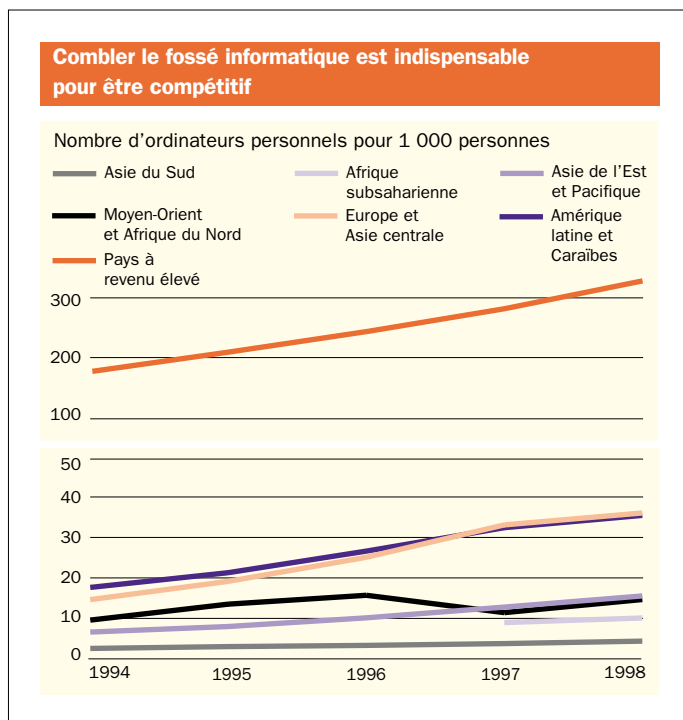
La mondialisation offre d'immenses possibilités aux pays en développement — de meilleurs moyens d'utiliser les connaissances mondiales, des technologies plus perfectionnées pour fournir des biens et des services, un accès plus large aux marchés mondiaux. Mais pour tirer avantage de ces possibilités, des mesures doivent être prises. Les pays doivent réduire leurs tarifs douaniers et autres barrières commerciales et réorganiser les systèmes régissant les courants d'importation et d'exportation et les mouvements de capitaux. Ils doivent également contrôler leurs taux d'inflation et gérer les taux d'intérêt et les taux de change, afin d'être perçus comme offrant un environnement propice aux affaires. Ils doivent aussi poursuivre des politiques

cohérentes — pour être crédibles auprès des investisseurs, tant locaux qu'étrangers. Les pays à revenu élevé ont eux aussi un rôle à jouer — ils doivent réduire les droits de douane, éliminer les autres obstacles entravant les importations en provenance des pays en développement et fournir une assistance pour renforcer les capacités permettant de commercer avec efficacité.

Toutefois, tous les pays ne sont pas en mesure de tirer parti de ces avantages potentiels. Subissant les conséquences de politiques inefficaces menées dans le passé et de performances décevantes, un trop grand nombre sont marginalisés dans le commerce, les finances, la technologie, les idées — précisément les secteurs qui pourraient les aider à se développer et à lutter contre la pauvreté.

Utilisation efficace et équitable des ressources aux fins du développement

Le développement exige des ressources financières. Une grande partie provient de l'épargne privée et une autre partie de l'épargne publique. Les facteurs qui ont accéléré la croissance de nombreux pays d'Asie de l'Est sont leurs taux d'épargne élevés, souvent plus de 30 % du PNB. Cela leur a permis d'investir dans les infrastructures et les services sociaux. De nombreux pays africains, par contre, ont enregistré des taux d'épargne de 10 à 15 % du revenu national seulement, trop faibles pour soutenir suffisamment



Le coût des télécommunications a fortement baissé au cours des 20 dernières années, offrant la possibilité, par exemple, à des personnes se livrant au commerce du cacao au Ghana, qui doivent connaître les cours mondiaux, d'utiliser des téléphones cellulaires. Et maintenant, l'Internet offre le courrier électronique, la formation en ligne et d'innombrables ressources sur le Web. Ces ressources sont devenues réalité pour certains, mais il est évident qu'elles ne le sont pas pour le plus grand nombre. Il est donc indispensable de connecter tous les groupes de la société civile et toutes les entreprises des pays en développement aux réseaux qui ont tant à offrir. Cela exigera d'effectuer des investissements considérables dans le secteur des télécommunications.

Une mesure que les pays peuvent prendre pour mobiliser davantage de ressources aux fins du développement est de renforcer leurs capacités en matière de recouvrement d'impôts, non pas auprès de sources faciles comme les droits de douane et les licences, qui rendent la répartition des ressources moins efficace, mais auprès d'une large base d'imposition équitable. Le système fiscal devrait également être conçu de manière à ne pas inciter à la corruption.

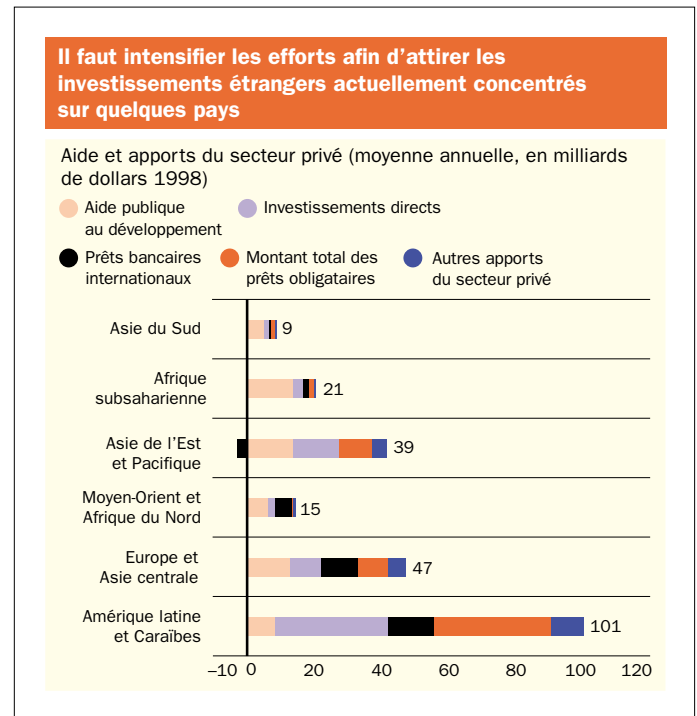
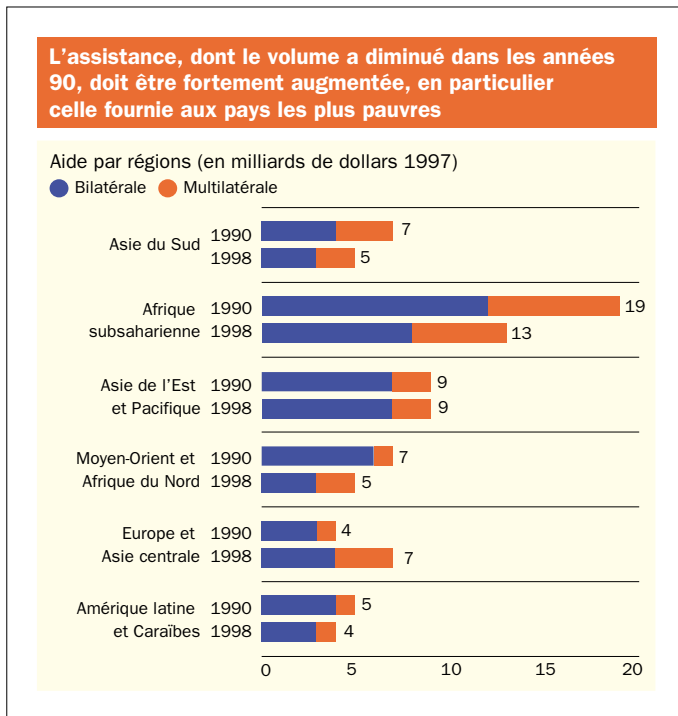
la croissance et sortir leurs populations de la pauvreté.

Il est essentiel que les pays dépensent avec prudence – pour financer la prestation de services de base pour les pauvres et non pas pour des services subventionnés à l'intention des riches, et effectuent des investissements rationnels aux fins du développement. La manière dont les gouvernements dépensent leur argent est aussi importante que l'objet de leurs dépenses. L'instabilité et l'imprévisibilité des dépenses publiques entravent les progrès dans la lutte contre la pauvreté. La compétence des fonctionnaires recrutés par le gouvernement joue également un rôle important. Les gouvernements qui recrutent et accordent des promotions au mérite obtiennent de meilleurs résultats que ceux qui offrent les meilleurs emplois à leurs amis et alliés politiques.

L'aide extérieure joue un rôle important dans la promotion du développement, en particulier dans les pays pauvres. On reconnaît de plus en plus que, pour obtenir des résultats satisfaisants, il est essentiel que les pays exercent un contrôle sur leurs politiques de développement et jouent un rôle décisif dans l'exécution de leurs programmes de développement, et que les procédures appliquées et les rapports requis par les donateurs doivent être coordonnés et harmonisés afin de réduire les charges administratives. Les donateurs et les institutions internationales de financement travaillent maintenant en

collaboration plus étroite avec les pays en développement sur les stratégies de lutte contre la pauvreté élaborées dans le cadre d'un processus participatoire et dirigées par les pays. Ils deviennent aussi plus sélectifs dans le type d'aide qu'ils fournissent à un pays, veillant davantage à ce qu'elle soit adaptée aux priorités du pays en question et aux besoins locaux.

Les donateurs prennent conscience de la nécessité d'établir des partenariats stratégiques capitalisant sur les points forts de chaque partenaire, reflétant des buts et objectifs communs et tirant parti des acquis. Travaillant en collaboration avec les pays en développement, les pays à revenu élevé doivent accroître leur aide. Ils doivent aussi procéder à des allègements de dette plus importants et plus rapides. Ils doivent faciliter l'accès à leurs marchés, y compris un accès en franchise de droits hors quota aux pays pauvres. Ils doivent également financer des programmes intéressants de nombreux pays, comme la recherche sur les vaccins contre les maladies tropicales. Ce sont des conditions essentielles pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté dans les pays les plus pauvres et les moins avancés. Ces conditions sont également indispensables pour réduire la souffrance humaine et le nombre des conflits violents, protéger l'environnement et endiguer la propagation de menaces mondiales comme le VIH/sida.



La plupart des pays membres de l'OCDE se sont fixés comme objectif 0,7 % de leur PNB pour l'aide extérieure mais seuls le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède l'ont atteint. Pire : la disposition à aider les pays en développement s'est affaiblie au cours des années 90. En cinq ans seulement, de 1992 à 1997, l'aide fournie par les pays membres de l'OCDE est tombée de 0,33 % à 0,22 % du PNB, réduction qui a pris fin en 1998 et 1999. Les donateurs doivent accroître leur assistance aux pays pauvres, en particulier à ceux qui l'utilisent de manière efficace. L'accélération de l'allègement de la dette pour les pays pauvres les plus fortement endettés aidera à appuyer la mise en oeuvre de stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.

Certaines régions sont presque entièrement tributaires de l'aide pour leur financement extérieur. Les apports de capitaux privés peuvent renforcer considérablement les efforts déployés par les pays en matière de développement mais ils sont concentrés sur moins de 20 pays en développement et certains types de financement, comme les obligataires et les prêts bancaires, peuvent être instables. Les pays doivent créer les conditions permettant d'attirer les investissements à moyen terme de l'étranger et au niveau local. Le Mozambique et l'Ouganda commencent à s'y employer.

Le monde par régions

Asie de l'Est et Pacifique

Cambodge
Chine
Fidji
Îles Marshall
Îles Salomon
Indonésie
Kiribati
Chili
Malaisie
Micronésie
(États fédérés de)
Mongolie
Myanmar
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
République de Corée
République démocratique populaire lao
République populaire démocratique de Corée
Samoa
Samoa américaines
Thaïlande
Tonga
Vanuatu
Vietnam

Europe et Asie centrale

Albanie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélorus
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Estonie
Ex-République yougoslave de macédoine
Fédération de Russie
Géorgie
Hongrie
Île de Man
Kazakhstan
Kirghizistan
Lettonie
Lituanie
Ouzbékistan
Pologne
République de Moldova
République tchèque
Roumanie
Slovaquie
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Barbade
Belize
Bolivie
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
Porto-Rico
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela, RB

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie
Arabie saoudite
Bahreïn
Cisjordanie et bande de Gaza
Djibouti
Égypte
Iran (République islamique d')
Iraq
Jamahiriya arabe libyenne
Jordanie
Liban
Maroc
Oman
République arabe syrienne
Tunisie
Yémen

Asie du Sud

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Maldives
Népal

Pakistan
Sri Lanka
Afrique subsaharienne
Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mayotte
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

Pays à revenu élevé

Allemagne
Andorre
Antilles néerlandaises
Aruba
Australie
Autriche
Bahamas
Belgique
Bermudes

Brunéi Darussalam
Canada
Chypre
Danemark
Émirats arabes unis
Espagne
États-Unis
Finlande
France
Grèce
Groenland
Guam
Hong-Kong (Chine)
Îles Anglo-normandes
Îles caymanes
Île Féroé
Îles Mariannes septentrionales
Îles Vierges américaines

Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Koweït
Liechtenstein
Luxembourg
Macao (Chine)
Malte
Monaco
Norvège
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Polynésie française
Portugal
Qatar
Royaume-Uni
Singapour
Slovénie
Suède
Suisse

Les pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont indiqués en italique.

Notes et sources

Informations Complémentaires

Définitions régionales

Les groupements régionaux figurant dans le présent rapport ont été établis sur la base des affinités géographiques et culturelles et du revenu moyen des résidents. Les pays et territoires en développement sont divisés en six régions. Dans certains cas, des agrégats plus vastes, correspondant approximativement aux zones continentales, ont été utilisés. Les pays ou territoires dont le produit national brut par habitant était supérieur à 9 360 dollars en 1998 sont considérés comme ayant un revenu élevé et sont assimilés à un groupe unique. L'expression pays n'implique pas une situation d'indépendance politique ou de reconnaissance officielle mais se réfère à tout territoire pour lequel les autorités font état de statistiques sociales ou économiques distinctes.

Sources des données

Les statistiques figurant dans le présent rapport proviennent de diverses organisations internationales, qui les ont compilées ou estimées sur la base des rapports communiqués par les autorités nationales. Il s'agit des statistiques les plus fiables dont on dispose à ce jour. Toutefois, l'image qu'elles donnent est imparfaite du fait que, pour certains pays, les données sont incomplètes, manquent de fiabilité ou ne sont pas disponibles. Compte tenu de cette situation, Paris 21 — consortium de pays partenaires, d'organisations internationales et de donateurs réunis sous la bannière de Partenariat pour l'établissement des statistiques du développement au XXI^e siècle — œuvre à améliorer la capacité des pays à produire des statistiques satisfaisantes. Pour plus d'informations sur le programme Paris 21, voir <www.paris21.org>.

Les notes ci-après identifient les principales sources de la publication Un monde meilleur pour tous. Pour les définitions, l'information bibliographique et les sources supplémentaires des données, veuillez consulter le site Web de Un monde meilleur pour tous : <www.paris21.org/betterworld>.

Pauvreté. Les estimations du nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême proviennent de la Banque mondiale. Les données sur la malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans proviennent du Sous-Comité sur la nutrition du Comité administratif de coordination des Nations Unies.

Éducation. Les taux de scolarisation primaire et les projections concernant les enfants d'âge scolaire proviennent de l'Institut de statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Sexe. Les données sur le nombre d'élèves inscrits dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire selon le sexe proviennent de l'Institut de statistiques de l'UNESCO. Les estimations des écarts selon le sexe en ce qui concerne les avoir familiaux sont tirées des travaux de la Banque mondiale.

Mortalité infantile et juvénile. Les taux de mortalité proviennent de la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF). La répartition des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans selon les avoirs familiaux se fonde sur une analyse des

enquêtes démographiques et sanitaires réalisées par la Banque mondiale et Macro International. L'analyse des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans selon le niveau d'éducation des mères est tirée d'une étude de Macro International.

Mortalité liée à la maternité. Les données sur les accouchements assistés par du personnel sanitaire qualifié et sur les taux de mortalité liée à la maternité sont des estimations préliminaires communiquées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Santé génésique. Les estimations du taux d'utilisation de la contraception et des taux de fécondité pour les femmes âgées de 15 à 19 ans proviennent de la Division de la population de l'ONU. Les données sur les infections par le VIH et sur les décès liés au sida proviennent de l'OMS et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Environnement. Les estimations de la population ayant accès à une source d'eau améliorée sont tirées du rapport de la Commission du développement durable de l'ONU (mai 2000). Les estimations des zones forestières actuelles et potentielles proviennent du Fonds mondial pour la nature. La consommation d'énergie par unité de PIB a été estimée par la Banque mondiale sur la base des données communiquées par l'Agence internationale de l'énergie. Les données sur les émissions de dioxyde de carbone proviennent du Carbon Dioxide Information Analysis Center.

Comment réaliser les objectifs. Les estimations du nombre de pays dotés d'un gouvernement démocratique sont tirées du Rapport sur le développement dans le monde, 1999/2000. Les données sur le nombre de pays ayant ratifié les traités relatifs aux droits de l'homme ont été compilées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La part des budgets nationaux consacrée à la prestations des services sociaux de base a été estimée par l'UNICEF et le PNUE. La valeur des échanges de marchandises a été communiquée par l'Organisation mondiale du commerce. Le nombre d'ordinateurs personnels par habitant a été estimé sur la base des données communiquées par l'Union internationale des télécommunications. Les données sur les recettes fiscales proviennent de la publication Government Financial Statistics du Fonds monétaire international. Les données sur les apports d'aide et de capitaux privés proviennent de l'OCDE.

Autres sources

Les citations reproduites dans le corps du rapport sont tirées des volumes 1 et 2 de la publication de la Banque mondiale Voices of the Poor ainsi que de rapports établis par des agents du développement dans le monde entier.

Les relations de programmes ayant effectivement réussi à réduire la pauvreté et à réaliser les objectifs du développement international sont tirées de rapports établis par les participants au Forum sur les progrès du développement, tenu à Paris en mars 2000. Les informations supplémentaires sont tirées de rapports établis par la Banque mondiale et par les organismes des Nations Unies.

Objectifs

Indicateurs relatifs aux objectifs internationaux de développement

Objectifs	Indicateurs
Prospérité économique Réduire l'extrême pauvreté Le pourcentage de personnes vivant dans une extrême pauvreté dans les pays en développement devrait être réduit au moins de moitié entre 1990 et 2015.	Incidence de l'extrême pauvreté : personnes vivant avec moins d'un dollar par jour Indice d'écart de pauvreté : incidences de la pauvreté et degré de pauvreté Inégalité : part de la consommation nationale par le cinquième le plus pauvre de la population Malnutrition infantile : proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'une insuffisance pondérale
Développement social Enseignement primaire universel L'enseignement primaire devrait être universel dans tous les pays d'ici à 2015.	Taux nets de scolarisation primaire Achèvement de la quatrième année d'études dans l'enseignement primaire Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans
Égalité entre les sexes Les progrès réalisés vers l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes devraient être attestés par l'élimination des disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005.	Pourcentage de filles dans les enseignements primaire et secondaire, par rapport aux garçons Pourcentage de femmes ayant reçu une instruction élémentaire, par rapport aux hommes (15 à 24 ans)
Réduction de la mortalité infantile et postinfantile Le taux de mortalité infantile et des enfants de moins de 5 ans devrait être réduit des deux tiers dans tous les pays en développement entre 1990 et 2015.	Taux de mortalité infantile Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans
Réduction de la mortalité maternelle Le taux de mortalité maternelle devrait être réduit des trois quarts entre 1990 et 2015.	Taux de mortalité maternelle Accouchements assistés par du personnel sanitaire qualifié
Santé génésique Toutes les personnes d'âge approprié devraient avoir accès aux services de santé en matière de reproduction d'ici à 2015 au plus tard, par le biais du système de soins de santé primaires.	Taux d'utilisation de la contraception Prévalence du VIH chez les femmes enceintes, âgées de 15 à 24 ans
Préservation et régénération de l'environnement Environnement Chaque pays devrait, d'ici à 2005, mettre en oeuvre une stratégie nationale de développement durable, afin d'inverser d'ici à 2015 les tendances actuelles à la diminution des ressources environnementales aux niveaux mondial et national.	Pays appliquant des mesures efficaces aux fins du développement durable Population ayant accès à une source d'eau améliorée Pourcentage de zones boisées par rapport à la superficie du territoire national Diversité biologique : terres émergées protégées Rendement énergétique : PIB par unité d'énergie consommée Émissions de dioxyde de carbone par habitant

On peut trouver des renseignements plus détaillés sur ces objectifs et indicateurs à l'adresse suivante : <www.oecd.org/dac/indicators>. Pour une série élargie d'objectifs et d'indicateurs utilisés par l'ONU dans ses bilans communs de pays, voir <www.cca-undaf.org>. Des données concernant les objectifs du développement international et indicateurs connexes sont disponibles auprès de la Banque mondiale à l'adresse suivante : <www.worldbank.org/data>. Le Fonds monétaire international fournit des informations sur la qualité des données, ainsi que sur les normes et les liens avec les sources de données nationales par le biais de son panneau d'affichage des normes de diffusion : <dsbb.imf.org>.

Les objectifs du développement international sont ceux qui visent à la réalisation des désirs humains les plus fondamentaux — un monde délivré de la pauvreté et de la misère qu'engendre la pauvreté. Le présent rapport a mis l'accent sur sept objectifs qui, s'ils sont réalisés d'ici les 15 années à venir, permettront d'améliorer la vie de millions de personnes. Sous forme de mots et d'images, et à l'aide de chiffres et de diagrammes, on y décrit les progrès accomplis vers la réalisation de ces objectifs, les résultats obtenus et les efforts à déployer pour les atteindre.



Fonds monétaire international
www.imf.org



Organisation de coopération et de développement économiques
www.oecd.org



Organisation des Nations Unies
www.un.org



Groupe de la Banque mondiale
www.worldbank.org